

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 25 SEPTEMBRE 1969
N° 422, 1.50 F



épargnez-moi

Sommaire

Luttes ouvrières

- 4-5. R.A.T.P. : déception voulue ?
Michèle Descolonnes
Grève aux Allocations familiales.
Chasse aux délégués dans les Ardennes.
Les métallos à Dunkerque.
7. La crise navale à Bordeaux.
8. D.P.N. : Orienter les luttes vers le contrôle ouvrier.

Luttes internationales

- 14-15. U. S. A. : Répression 1969.
Jean-Louis Auduc.
Répression en Tunisie.
16. Elections en Allemagne-Ouest.
Louis Henry
17. Italie : L'exemple de la Fiat.
Pierre Gauthier

Luttes universitaires

12. Au-delà des chicanes.
J. Giraud

Scandale en série à Dauphine
A. Rousselles

13. Instituteurs et idéologie.
Philippe Guyot

Aménagement du territoire
10-11. A la dérive.
Christian Guerche

Notre société
18. Abêtissement délibéré.
par XXX

Vie militante

8. Michel Rocard candidat.
9. Objectif 300.000.
Elections au Cantal.
Journée nationale Formation.
François Dalbert

Autres rubriques

6. La S.N.C.F. à dossier ouvert.
Dominique Nores
19. Etre Juif.
Henry Rosengart
20. Etat neutre ou Etat de classe.
Jean-Marie Vincent

Le fait de la semaine

Des incartades calculées

Rémy Grillault

Ce n'est pas la première fois que Roger Garaudy, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français, et directeur de son Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, a maille à partir avec la direction de son parti.

Depuis quelques années, à propos de tous les problèmes concernant le secteur de son activité, Roger Garaudy manifeste une certaine indépendance, et des vues visiblement peu partagées par le reste de la direction ou par une partie de celle-ci. Déjà, il y a deux ans, lorsque, dans son ouvrage intitulé « Le réalisme sans rivages », il essayait de sortir du schématisme stérilisant du « réalisme socialiste », il s'était vu vigoureusement attaqué. Manifestant quelque ouverture d'esprit à propos du problème chinois, il était sévèrement rapplé à l'ordre par Lucien Mathy dans « l'Humanité ».

L'année dernière, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, Garaudy avait condamné avec sévérité l'action du P.C. soviétique et s'était directement attaqué au bureau politique du P.C.U.S. Cette rupture avec la prudence gênée de la direction du P.C.F. avait valu à Roger Garaudy un blâme public, auquel il s'était soumis, ou avait feint de se soumettre. Tout en gardant ses opinions, Garaudy s'engageait à ne les exprimer qu'au sein du parti et dans des formes statutaires.

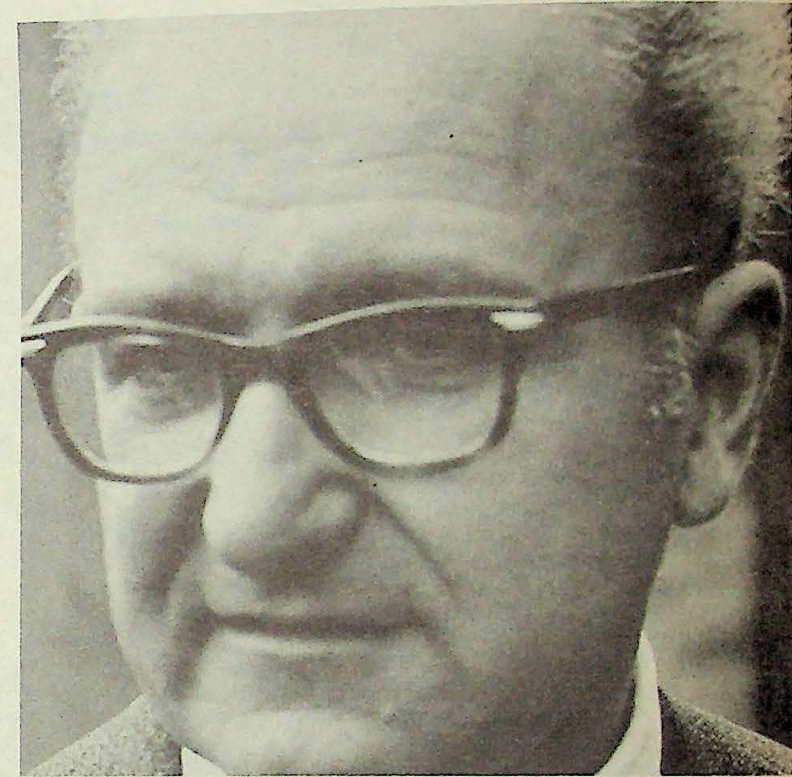
Or, cet été, il vient de donner une interview à l'hebdomadaire de la Ligue des communistes yougoslaves, « Kom-mounist », dans lequel il attaque les conclusions de la Conférence communiste internationale qui s'est déroulée en mai dernier à Moscou et à son sens manifestent une sclérose de la pensée socialiste, une très grande superficialité dans l'analyse, et beaucoup trop de sacrifices au rituel et à la logomachie du mouvement communiste. En un mot, Roger Garaudy pense que la conférence a éludé l'essentiel des problèmes qui se posent au mouvement communiste international. Ce disant, Roger Garaudy exprime tout haut ce que beaucoup de militants du mouvement ouvrier, membres du Parti communiste ou non, pensent et disent.

Mais il faut s'interroger sur le sens que peuvent avoir ces déclarations en ce moment, et ce qu'elles signifient.

Il ne s'agit pas pour nous ici et aujourd'hui d'analyser la justesse ou non des positions prises par Garaudy. Dans toute sa vie de philosophe officiel

du P.C.F., les ambiguïtés n'ont pas manqué et continuent de ne pas manquer. Mais il est vrai que dans le secteur de recherche qui est le sien, Garaudy n'a pas pu ne pas être frappé par la très grande pauvreté théorique des travaux des dirigeants et des idéologues officiels. D'où un certain effort depuis quelques années pour

de Séguy à la C.G.T. se consolide, il paraît parfaitement concevable que Garaudy se soit mis en ligne le premier pour provoquer un débat plus vaste. Il ne faut pas oublier en effet que la Conférence communiste internationale a permis à Georges Marchais de jouer un rôle non négligeable et d'apparaître comme le véri-



Elie Kagan

s'adapter et pour essayer d'ouvrir quelques voies. Dans un sens généralement droitier, d'ailleurs.

Cette bataille était cependant menée avec une certaine prudence, en empruntant des voies obliques, en forçant un peu les limites qui lui étaient imparties, en reculant chaque fois que nécessaire.

Or, aujourd'hui, le combat devient public et, visiblement, Garaudy le provoque. Est-ce parce qu'il ne peut plus supporter les ambiguïtés de sa position ? Cela est possible. Mais cela paraît peu compatible avec tout son passé de dirigeant du P.C.F. qui n'ignore rien des rouages de l'appareil communiste national et international.

Ce qui paraît plus probable est que la direction du P.C.F. est sans doute beaucoup moins unie qu'il n'y paraît. La maladie de Waldeck Rochet semble avoir accéléré une course pour le pouvoir, qui avait d'ailleurs déjà commencé dès le milieu de 1968.

Il n'est pas question pour Garaudy de se situer dans la course elle-même. Mais il pourrait jouer avec d'autres et pour d'autres. Au moment où la montée de Marchais se confirme, tandis que la position

table chef de la délégation française, en même temps que le plus soumis aux vues du Kremlin.

Le point d'attaque choisi par Garaudy, qui en avait à sa disposition beaucoup d'autres, n'est donc pas le fait du hasard. L'incartade est calculée. Mais a-t-elle été bien calculée ?

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

DUEL DANS LE PACIFIQUE

(V.O.)

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantalre, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Vaches maigres et veau d'or

Jacques Malterre

Travaillez et épargnez, telle est en deux mots la consigne que le Chef de l'Etat a donnée aux Français dans sa deuxième conférence de presse.

Quiconque cesse un jour de travailler porte atteinte au Plan de redressement ; quiconque dépense tout ce qu'il gagne compromet l'avenir de la France. Les grévistes sont des saboteurs, les consommateurs sont des irresponsables.

Après les belles envolées de M. Chaban-Delmas sur la nouvelle société à bâtir, M. Pompidou s'en est tenu à l'immédiat. Il a bien compris en effet que le pouvoir actuel n'aurait guère le loisir de réaliser cette belle société s'il ne franchissait pas le cap des difficultés présentes, mais, en même temps, il a révélé l'extraordinaire faiblesse de ce pouvoir.

Depuis... disons 1952 (Pinay déjà !) l'Etat français n'a cessé de remettre aux puissances industrielles et financières les clés de toutes les décisions importantes.

Aujourd'hui, le patronat et les groupes financiers peuvent faire à peu près tout ce qu'ils veulent en se « concertant » avec le gouvernement. Ils fixent arbitrairement les salaires, décident quels investissements seront réalisés, font ou ne font pas un effort d'exportation, placent le profit des entreprises dans leurs affaires ou l'exportent ou encore le gaspillent pour soutenir leur train de vie, finalement ils gèrent comme ils l'entendent et souvent fort mal — même du point de vue strictement capitaliste — les entreprises françaises, sans grand souci ni du développement lui-même, ni des conséquences de tout cela sur les salariés.

Pris de court par la spéculation, impuissant devant les hausses de prix, emporté au gré des vagues de la conjoncture mondiale, le pouvoir s'aperçoit que le gouvernail ne répond plus. Alors il demande aux matelots de prendre leurs responsabilités : que les ménagères veuillent bien différer l'achat de leur machine à laver et l'économie française passera le cap des tempêtes.



Allons donc, quelle galéjade ! Peut-on dire plus clairement qu'il n'y a rien à faire pour sortir des contradictions du capitalisme français.

Comme toujours en pareil cas, on fait appel aux mythes. Des propos tenus par les trois grands fondés de pouvoir du régime, Giscard, Chaban, Pompidou, ce qui ressort c'est une idéologie : la grande idéologie du productivisme industriel. Avec des accents empruntés au Churchill de 1940 on nous invite à entrer tous dans une bataille totale : Nous nous battons sur tous les fronts, sur tous les marchés ; nous vaincrons nos concurrents, nous les écraserons sous le poids de nos produits, nous leur ravirons la suprématie sur les chaussettes et sur les laminés, nous céderons tactiquement sur les tricots. Mais la Nation mobilisée subordonnera tout à cet objectif : que l'enfant à l'école élémentaire apprenne l'intérêt et l'étudiant dans son université se familiarise avec le marketing, que la ménagère économise des piécettes qu'elle portera aux banques, que l'ouvrier zélé accélère sa cadence, que le petit paysan sans travail vienne lui donner un coup de main, que le syndicaliste rencontre le patron pour améliorer le climat dans l'usine, que le patron modernise sans relâche son entreprise, l'Etat pour sa part excitera chacun par ses hymnes à la productivité et à la compétitivité, il offrira à chacun ses

bons services pour améliorer les « relations professionnelles » afin que nul ne perde son temps dans de vains conflits.

Mais peut-être ces messieurs sont-ils allés un peu loin et je ne suis pas sûr que leur harangue productiviste soit tellement du goût du C.N.P.F. Car enfin si tout doit être subordonné à l'efficacité dans l'entreprise, alors ne faudrait-il pas mettre à la tête des entreprises les meilleurs techniciens et enlever rapidement toute responsabilité à 200 000 propriétaires capitalistes qui n'ont guère de compétence ? Déjà Pompidou suggère que les cadres et la maîtrise soient associés aux études et aux discussions qui préparent les décisions. Il ne va pas jusqu'à proposer que la masse des travailleurs ouvriers ait son mot à dire, mais il est manifestement sur la mauvaise pente ; à moins qu'il y ait, parmi les salariés, des récupérables dignes d'être associés au régime et les autres que l'on laissera sous la houlette de M. Séguy avec qui on traitera directement.

Ils sont aussi allés trop loin, parce que si l'essentiel est de vendre, beaucoup de Français se demanderont peut-être qui achète. Que chaque pays se donne pour objectif de vendre le plus possible dans les autres pays conduit à un terrifiant gaspillage. Bien plus gravement, les travailleurs se demandent vers quoi on veut les entraîner. Certes, ils sont mieux placés que quiconque pour savoir qu'il n'y a pas de logements et de services de santé, d'écoles et de routes, de confort pour leur famille sans une forte production ; ils n'ignorent pas qu'il faut échanger, donc fournir des produits aux producteurs étrangers à qui on demande quelque chose, mais ils savent aussi qu'aujourd'hui dans le système capitaliste ce ne sont pas leurs besoins réels de travailleurs, de consommateurs, d'hommes aspirant collectivement au « développement de leur libre individualité » qui sont la fin de la production, alors — c'est vrai ! —, parfois, ils sont tentés de croiser les bras un moment et de demander sans ménagement : « C'est bien joli tout cela, mais à quoi et à qui ça sert ? » □

Sur le front des grèves

Les grèves de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., des Transports urbains de Marseille, de Babcock et Wilcox sont autant de témoignages de la vigueur de l'offensive ouvrière. Cette rentrée sociale impressionne d'ailleurs suffisamment la bourgeoisie pour qu'elle brandisse de nouveau la menace contre les travailleurs ; sa police, ses C.R.S. Mais il est vrai qu'en même temps elle essaye de désamorcer le mouvement en offrant quelques concessions chichement mesurées aux syndicats qui s'y rallient jusqu'à présent avec une plus ou moins bonne conscience. Dans de nombreux cas les travailleurs reprennent leur activité avec difficulté et répugnance, après la signature des accords.

En fait comme l'ont constaté beaucoup de journalistes, la pression de la base est suffisamment forte pour mettre en branle les syndicats, mais les travailleurs arrivent très mal à contrôler le déroulement des événements (organisation de la grève, négociation) et encore moins à coordonner les mouvements d'un secteur à l'autre. Cela est dû, bien entendu, à l'insuffisance de la vie démocratique dans les syndicats (pour des raisons très diverses d'une centrale à l'autre), mais aussi au fait que depuis des années les questions d'orientation, qu'elles soient stratégiques ou tactiques, ne sont plus véritablement affrontées, et encore moins assumées en fonc-

tion d'une volonté de lutte anticapitaliste. Le mouvement syndical vit en fait au jour le jour sans savoir où il va.

A partir de cette constatation il serait tentant de se détourner de l'instrument syndical et de tout miser sur des formes d'organisation plus ou moins intermittentes comme les comités de base. Ce serait naturelle- ment une erreur, car la classe ouvrière a besoin d'un minimum d'organi- sation économique permanente pour résister aux efforts des capitalistes pour porter la division dans son sein et accentuer l'exploitation. Le véri- table problème est d'adapter l'outil syndical aux conditions changeantes de la lutte des classes et d'empêcher que les habitudes acquises au cours d'années de stagnation (de 1958 à 1966) ne soient maintenues dans une période tout à fait différente.

Le gouvernement peut être conduit d'ici peu à rechercher une épreuve de force avec tel ou tel secteur de la classe ouvrière afin de stopper le mai rampant qui est en train de s'installer en France. Il faut donc que très rapidement le mouvement syndical se prépare à une telle éventualité, qu'il crée les conditions d'une solidarité étroite entre les différentes branches, qu'il prévoie les moyens de résister aux pressions d'ordres divers (policières, etc.), et qu'il permette aux travailleurs de discuter les objectifs et les moyens de la lutte.

R. A. T. P. une déception voulue ?

Michèle Descolonges

La grève de la R.A.T.P. a commencé dans la confusion, s'est déroulée dans la confusion et s'est terminée dans la confusion.

Dans un tract daté du 17 septembre à 1 heure du matin, l'Union des Syndicats C.G.T. de la R.A.T.P. explique ainsi le début des débrayages :

« Rappelons les faits :

2 juillet, l'ensemble des syndicats par lettre pose les revendications et demande à être reçu par le ministre.

5 août, la C.G.T. rappelle celles-ci en audience au ministre, M. Mondon.

15 septembre, la C.G.T. prend l'initiative d'une réunion de tous les syndicats de la R.A.T.P. En commun il est décidé d'exiger une audience pour l'après-midi au ministre des Transports.

Le ministre renvoie vers la direction générale de la R.A.T.P. Celle-ci refuse une audience ce jour et la reporte au lendemain. De ce fait, elle porte la responsabilité des débrayages. »

Qui a commencé ?

Apparemment (mais le doute plane et l'on va voir 3 jours plus tard l'utilisation qui en est faite) les syndicats, par leur demande d'audience, auraient impulsé les débrayages. Or, on constatait qu'une ligne « dure » c'est-à-dire à fort taux de syndicalisation, telle que la 7, continuait à rouler. En revanche, le dépôt situé rue Lebrun dans le XIII^e où avait été créé un comité d'action en mai 68, où

les C.R.S. étaient intervenus pour que reprenne le travail, où, alors, des mains révoltées avaient déchiré les cartes C.G.T., entrant dans la grève.

Au dépôt d'autobus au Point-du-Jour, à la Porte de Saint-Cloud, je demande : « Quelles étaient vos revendications précises ? Avez-vous fait une assemblée du personnel pour voter la grève ? » On n'a rien fait du tout. Le délégué C.G.T. est arrivé, il a dit : « On sort, et tout le monde a suivi ». 45 % des syndiqués sont à la C.G.T., 50 % au syndicat autonome, « de droite » disent mes interlocuteurs.

« On ne sait pas vraiment pourquoi on s'est mis en grève. Les gens sont mécontents mais ce n'est pas tellement à cause des conditions de travail, pour 40 heures par semaine. En ce moment tous les prix montent. On nous dit : la dévaluation ça n'atteint pas les travailleurs, moi je ne connais pas l'économie. La vérité elle est à ceux qui la fabriquent. Mais je vois bien qu'il faut que je donne une rallonge à ma femme pour qu'elle finisse le mois. On nous dit : « Vous n'avez qu'à acheter français ! » Seulement si tu veux acheter un frigo, celui-ci a été construit sous licence américaine, celui-là a des pièces allemandes. Ton frigo, il augmente dans tous les cas. »

Le cloisonnement

D'un dépôt à l'autre, d'une ligne à l'autre, l'information n'a pas circulé. Samedi après-midi, alors que la presse et la radio annonçaient la reprise du travail, à Charenton quelques

bus roulaient en direction de la banlieue, mais ni métro ni bus en direction de Paris. Les conducteurs qui s'étaient rassemblés s'en remettaient au contrôleur pour savoir où on en était.

La multiplicité des syndicats — 30 et des poussières — ne facilite ni l'information ni l'homogénéisation des luttes. Un tract a néanmoins été signé le 18 par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et S.A.R.M. de la R.A.T.P. qui reflétait ces préoccupations :

« Les syndicats décident :

1) De s'adresser à toutes les autres organisations syndicales, en regrettant qu'une partie d'entre elles aient un devoir d'affaiblir la cohésion intersyndicale en publiant un communiqué séparé facilitant ainsi la résistance de la direction et du gouvernement.

2) De proposer aux autres organisations syndicales de s'adresser immédiatement et en commun, au ministre des Transports, afin de lui demander une audience dans le courant de la soirée. »

Mais le 19 à 23 heures un tract C.F.D.T. déclarait : « Le combat que nos camarades ont mené nous a permis « d'arracher » après de dures négociations (troubées à un certain moment par le « lâchage » de certains syndicats)... »

Tandis que la C.G.T. écrivait le 20 à 2 heures du matin : « L'Union des Syndicats C.G.T., qui ne porte en aucun cas la responsabilité de la rupture du front syndical... »

Au niveau des revendications l'incapacité des syndicats à s'accorder à lancer des mots d'ordre précis a empêché toutes discussions sur les nouvelles mesures proposées par la direction.

Les décisions de la base...

Bien entendu, les syndicats refusent même de prendre position sur l'éventuelle poursuite de la grève et se replient sur la base pour en décider.

La C.G.T. : « Ces propositions ne sauraient être définitives car tout dépend de l'action des travailleurs. »

La C.F.D.T. se paie le luxe d'écrire dans un tract :

« L'action est payante, et pour ceux qui n'y croyaient pas, le résultat suffit à le démontrer (...). La C.F.D.T. vous demande de vous déterminer en responsables sur les décisions à prendre. Renforcez le syndicalisme libre !

Le moral n'y était pas. Au dépôt Croix-Nivert, 60 travailleurs sur 600 ont participé le 19 au vote pour la continuation de la grève. Le 20 ils reprennent le travail comme un seul homme.

Pourquoi ? Des mécanos au dépôt du Point-du-Jour expliquent : « Ce qui intéresse les gens c'est le fric. Maintenant, ils pourraient bouger sur des problèmes de salaires, d'échelle mobile. Mais une grève de 24 heures, un coup de semonce, ça ne sert à rien. A la S.N.C.F. ils ont fait leur grève, la semaine d'après, nous on fait la nôtre, et ça va être le tour des postiers. Une grève ? Oui, si elle est dure, comme celle des mineurs en 62 ou 63. »

Un coup de semonce ? Il y a des pétards qui éclatent dans les mains de ceux qui les amorcent. Les travailleurs de la R.A.T.P. ne sortent pas victorieux de cette grève, les syndicats non plus.

LE STAND Gestetner DU SICOB sur votre bureau

De nombreux responsables d'entreprises et de l'administration profitent chaque année du Sicob pour faire connaissance, au stand Gestetner, avec les derniers perfectionnements de la duplication stencil et offset. Même si vous ne pouvez pas venir, vous connaîtrez les progrès que Gestetner apporte à votre dynamique de communication : simplicité, rapidité, qualité des tirages, établissement aisés des stencils ou plaques. En effet, Gestetner vous propose sa documentation "SICOB 1969" où vous trouverez d'intéressantes précisions sur les méthodes, les matériels, les résultats.

Au Sicob (Stands 2.200 et 2.201 - Niveau 2 - Zone B) Gestetner reçoit "l'homme qui décide en matière de multicoopie". Initiation-éclair à l'offset, et débats entre managers. Tous renseignements auprès de Mme NYS - GESTETNER - Service 969 - 71, rue Camille-Groult - 94-VITRY - Tél. : 672.47.85.

Grève réussie à 95% aux Allocations familiales

Nous avons fait écho, il y a deux semaines, au mouvement de grève des guichetières de la Caisse d'Allocations familiales (voir « T.S. » numéro 420) et nous avons dit ce qui nous paraissait nouveau dans ce conflit, au demeurant limité, mais qui nous semblait annoncer certaines transformations dans le climat social de cette rentrée. Depuis, des mouvements plus importants ont éclaté dans les services publics, mais ils nous semblent se diriger dans le même sens : mise en cause des conditions de travail pour un meilleur service des usagers, décisions et soutiens de la grève à la base, débordant le cadre traditionnel que les organisations syndicales souhaitent imposer à ces mouvements, découverte d'une nouvelle solidarité avec les catégories qui se battent...

Certes, tous les mouvements en cours ne connaîtront pas le même succès que les guichetières de la rue Viala. Et il est vrai qu'ils mettent généralement en cause des équilibres financiers plus décisifs. Il reste qu'il a fallu dix bons jours avant que la direction générale de la Caisse se décide à faire droit aux revendications des grévistes.

Sans entrer dans le détail des mesures, notons que toutes les demandes concernant les conditions de travail (effectifs de réserve, locaux, équipement pneumatique, sonorisation, sécurité, horaires) ont été satisfaites, permettant ainsi un meilleur accueil des allocataires. De la même façon, les revendications concernant les pri-

mes intégrées dans les salaires ont fait l'objet d'un accord général du ministère intéressé. Un seule ombre au tableau : les heures perdues ne seront payées qu'à condition d'être « récupérées » en heures supplémentaires le samedi.

Néanmoins, on peut affirmer que les objectifs poursuivis ont été atteints. On peut tout juste s'étonner que des revendications de bons sens, jugées « inacceptables » au début de la grève, aient finalement intégralement fait partie du protocole d'accord en fin de parcours, dix jours plus tard. Sans doute la direction et le ministère, constatant leur impuissance à casser le mouvement, ont-ils craint de le voir s'étendre à d'autres services. Car, comme l'écrit un tract signé des organisations syndicales, « c'est grâce à la participation active des intéressées à toutes les démarches que le mouvement a réussi ». C'est une leçon qui peut servir à d'autres travailleurs. Il ne suffit pas de déclencher la grève puis d'attendre, en jouant aux boules, que les dirigeants syndicaux négocient. C'est par la présence quotidienne, l'occupation des locaux de travail, les assemblées générales permanentes, la participation aux délégations qu'on fait « tomber » un patron. Souhaitons que les guichetières de la rue Viala n'oublie pas cette expérience et que, fortes de leur premier succès, elles s'insèrent désormais pleinement dans le combat de tous les travailleurs pour leur émancipation.

P.G.

Chasse aux délégués dans les Ardennes

Le patronat ardennais a un chef de file de « premier choix » : François Sommer, le « penseur » de la participation, grand organisateur de chasse au sanglier.

Mais c'est un autre gibier qui a maintenant la faveur des patrons des Ardennes : le militant syndicaliste « trop actif ».

A Sedan, notamment, le ton est donné par les établissements Famaco. Non content d'avoir artificiellement divisé l'usine en deux pour éviter d'avoir à accepter un comité d'entreprise, le directeur avait déjà licencié, l'an dernier, trois ouvriers coupables d'avoir voulu créer une section syndicale.

Il récidiva maintenant en arrachant la démission d'un jeune délégué C.F.D.T. par une scandaleuse pression sur sa vie privée. On ne sera pas surpris d'apprendre que ce directeur est l'un des plus actifs supporters du député U.D.R. M. Sourdilhe.

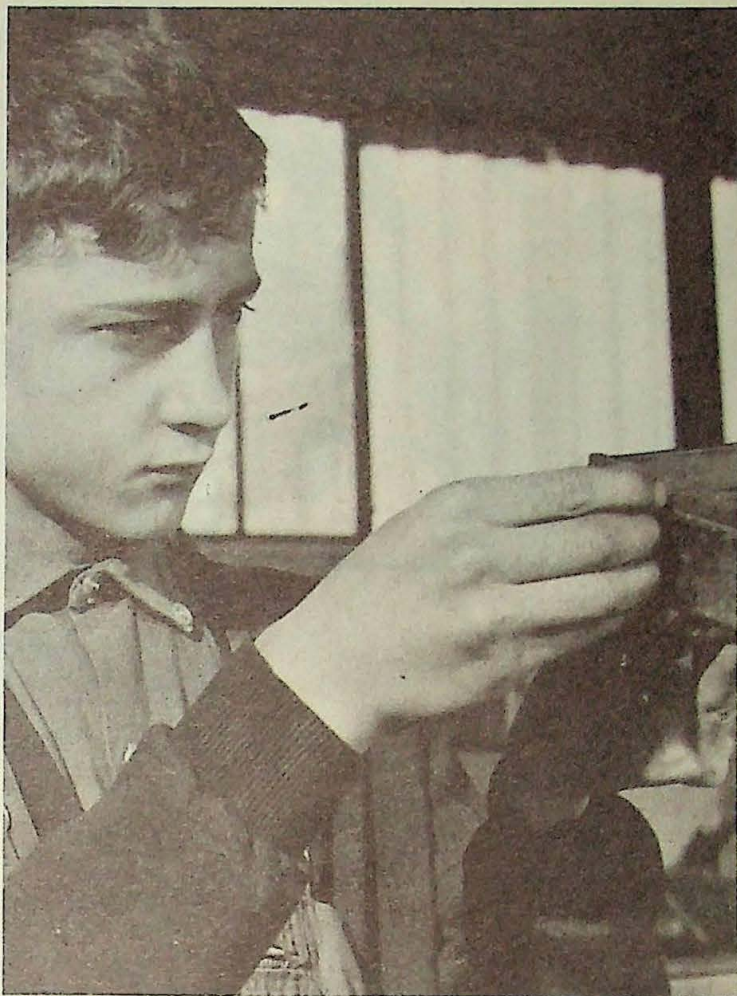
Autre victime du patronat ardennais, un délégué syndical C.F.-D.T. des établissements Vignon, à Harancourt, va être licencié pour avoir montré trop d'ardeur dans la défense des conditions de travail de ses camarades.

Pendant ce temps, M. Chaband-Delmas peut parler de « nouvelle société » et de « concertation ». Les

belles paroles ne résistent pas à l'expérience de l'exploitation et de la répression que les travailleurs

font quotidiennement dans leurs entreprises.

R.G.



Collombert

Dunkerque

Les métallos quittent les ateliers

Depuis le retour des congés, les Ateliers et Chantiers de Dunkerque-Bordeaux (groupe Schneider) connaissent des problèmes de main-d'œuvre. Plus de deux cents métallos ont quitté le chantier pour trouver ailleurs le pouvoir d'achat que le patron refuse obstinément de leur garantir.

Depuis mai 1968, une fois la grande peur dissipée, la direction n'a cessé de prouver aux travailleurs qu'elle était toujours maîtresse de leur destin et qu'elle entendait le rester. C'est ainsi que devant l'hémorragie de personnel de la « coque », qui aurait dû lui ouvrir les yeux, elle est restée sourde aux revendications et s'est contentée de lâcher quelques miettes qui n'ont rien à voir avec la justice : 2% d'augmentation des salaires (hiérarchisée comme toujours !) et des augmentations individuelles. Pour ce qui est de la réduction d'horaire, l'entêtement aveugle de ce patron de combat ne lui a pas permis d'aller au-delà de la demi-heure payée à 80%

obtenue en janvier dernier par un accord national métaux.

Bien sûr les métallos ainsi bafoués ne sont pas contents et le lui font savoir. La lutte s'organise dans les ateliers : les syndicats dénoncent publiquement l'incapacité de la direction de résoudre les problèmes sociaux au chantier. Il faut s'attendre à une riposte vigoureuse des travailleurs aux provocations caractérisées du patron.

Ce qui se passe aux A.C.D.B. illustre une nouvelle fois, s'il en était besoin, les pires contradictions du système capitaliste. Les margoulines se battent entre eux sur la place de Dunkerque pour trouver la main-d'œuvre qui leur assurera toujours plus de profits. Cette forme de concurrence féroce à laquelle se livrent les monopoles (et qui se traduit par le départ des A.C.D.B. de deux cents métallos) doit donner aux travailleurs qui sont l'enjeu de cette lutte l'occasion de progresser dans le combat socialiste.

M.C.



La S.N.C.F. à dossier ouvert

Dominique Nores

Cela se passe en Avignon où André Benedetto a fixé sa jeune compagnie.

Pour elle, Avignon, sa propre terre, s'est d'abord présenté comme la terre du théâtre désaliéné ; celle aussi où, tous les ans, suivant une progression irréversible, la masse du public grossissait. Il y a trois ans, Benedetto n'aurait pas demandé mieux que se faire sa place dans un Festival vers lequel on venait du bout du monde. Il a compris, depuis, que ce culte de la jeunesse, que prône la plus grande manifestation culturelle de nos étés, n'est qu'un culte pour affiches publicitaires et que les jeunes, les vrais, ceux qui veulent travailler hors des normes établies, n'ont pas leur place dans le grand flirt que le Festival actuel, en quête de respectabilité sociale, poursuit conjointement avec l'U.D.R. et avec le P.C.

Aussi, à la lumière de Mai dernier, Benedetto a-t-il opéré sa révolution. Pendant tout l'été de 68, le Théâtre des Carmes s'est constitué en tribunal permanent. Et ce qu'il prenait à partie, à mesure que s'expri-

maient les revendications de chacun, c'était ce monde précis où nous vivons.

Après son tour de France de l'automne, la Compagnie du Théâtre de Carmes, revenue à son lieu de travail et d'inventions, a prolongé le procès. Elle a ouvert le dossier de la S.N.C.F., monopole d'Etat et néanmoins livrée, pieds et poings liés, à la loi du profit. En quelques mois a été élaboré le « grand jeu politique sur le capitalisme monopoliste d'état dans un style de participation environnement sur une France tricolore en polystyrène expansé en prenant pour exemple le démantèlement des voies ferrées » qu'André Benedetto, auteur et metteur en scène, a appelé *Le Petit Train de Monsieur Kamodé* (1).

Le surgissement de ce *Petit Train* a été salué par la presse locale comme un événement. On a vu en lui la première tentative aboutie de théâtre politique français. Et à la réflexion, pourquoi pas ? Ce *Petit Train* et lui seul, aussi haut que le souvenir remonte — on sait que les dramaturges français n'ont pas la cervelle

politique — répond aux deux conditions (qui sont trois) du théâtre politique selon Brecht : il parle du monde d'aujourd'hui aux hommes d'aujourd'hui, et il en parle comme d'un monde transformable.

André Benedetto parle. Il le fait dans une langue simple, riche en mots drôles, en raccourcis qui s'adressent droit à l'imagination et portent les évidences. Devant nous, c'est tout l'appareil des symboles, images depuis toujours fixées d'une réalité qui fait partie de nous et que nous reconnaissons immédiatement à son signe : la France qui, pour être ce qu'elle est — « La France de Vercingétorix, de Jeanne d'Arc et de Napoléon » — exige le sacrifice de tous, c'est d'abord un plateau en bleu, blanc, rouge, découpé à ses contours, et sur lequel sont installés ceux qui profitent d'elle. Symbolisme également des couleurs et des accessoires : Monsieur Kamodé, le capitaliste triomphant qui, avec la complicité de l'Etat, a mis la main sur les entreprises nationalisées, les faisant prospérer ou périliter au gré de ses intérêts, est vêtu de

bleu; Peuple, de rouge ; tandis que la S.N.C.F. Arachné, la maîtresse de l'un, l'amie aimée de l'autre, apparaît dans sa robe de rails.

Benedetto parle en pleine lumière. Lieu d'un débat politique qui vise moins à persuader qu'à tenir en éveil, la salle n'a que faire de l'ombre. Au cours de l'action, les comédiens peuvent s'interrompre pour distribuer des tracts qui, par la dérision, dénoncent les consentements sociaux non pensés (tract bleu).

Quotidien des hommes d'aujourd'hui proposé à leur double lecture, l'aventure d'Arachné que l'un défend contre les mutilations possessives de l'autre, ouvre, dans le monde réel, le dossier d'une usurpation. Celui, également, d'une révolte qui monte.

Car voici que Peuple se dresse ; lui qu'on ne voulait pas laisser parler, lui qu'Ecran de Fumée, le maître de la Télévision, principal auxiliaire de

M. Kamodé, parvenait toujours à endormir, il est là trop lourd, trop nécessaire pour qu'on l'élimine. Et debout, il s'oppose au démantèlement de la voie ferrée, qu'une meilleure organisation peut éviter, avant de chasser Kamodé, qui, n'ayant en vue que son intérêt, maintient, dans le pays, terres et cerveaux en friche. La scène n'évoque pas un monde transformable ; elle impose la transformation, en acte.

Mais comme l'image de ce qui n'est pas encore, ce qui a été gagné devant les spectateurs n'est qu'une victoire de théâtre. La vraie victoire, qui doit faire son chemin d'abord dans les esprits, si, pour Benedetto, elle est sûre, reste lointaine.

(1) Editée chez Pierre Jean Oswald. (16, rue des Capucins, 14-Honfleur). La pièce sera bientôt jouée dans de nombreuses villes de France. Renseignements au Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84-Avignon. Tél. 81-00-46.

Tract bleu

Manifestez clairement vos intentions
Empruntez la voie capitaliste
Exigez un pays fort, pur et dur
Ne laissez pas passer votre chance
Prenez un billet de la loterie
Jouez au tiercé le dimanche

POURQUOI PAS VOUS ?

POURQUOI PAS VOUS RICHE DEMAIN ?

Laissez les spécialistes s'occuper de votre destin
PARTICIPEZ

Soutenez la loi du profit

Prenez des actions dans la société anonyme

KAPitalisme MONopoliste D'Etat

qui vous garantit :

DE VRAIS PROFITS CAPITALISTES

DES BENEFICES SUBSTANTIELS

DES AIDES DE L'ETAT

DES EXPANSIONS

DU PAIN

DES JEUX

DES FLICS

Dormez en paix

Prenez des vessies pour des lanternes

Consommez et taisez-vous

Croyez au discours sans réalité

Il n'y a pas de réalité

Participez, collaborez

MONTEZ TOUS DANS LE PETIT TRAIN

DE MONSIEUR KAMODE

Et laissez-vous guider par lui

Jusqu'à demain

Jusqu'après demain

Jusqu'à toujours

Vous serez toujours bien servi

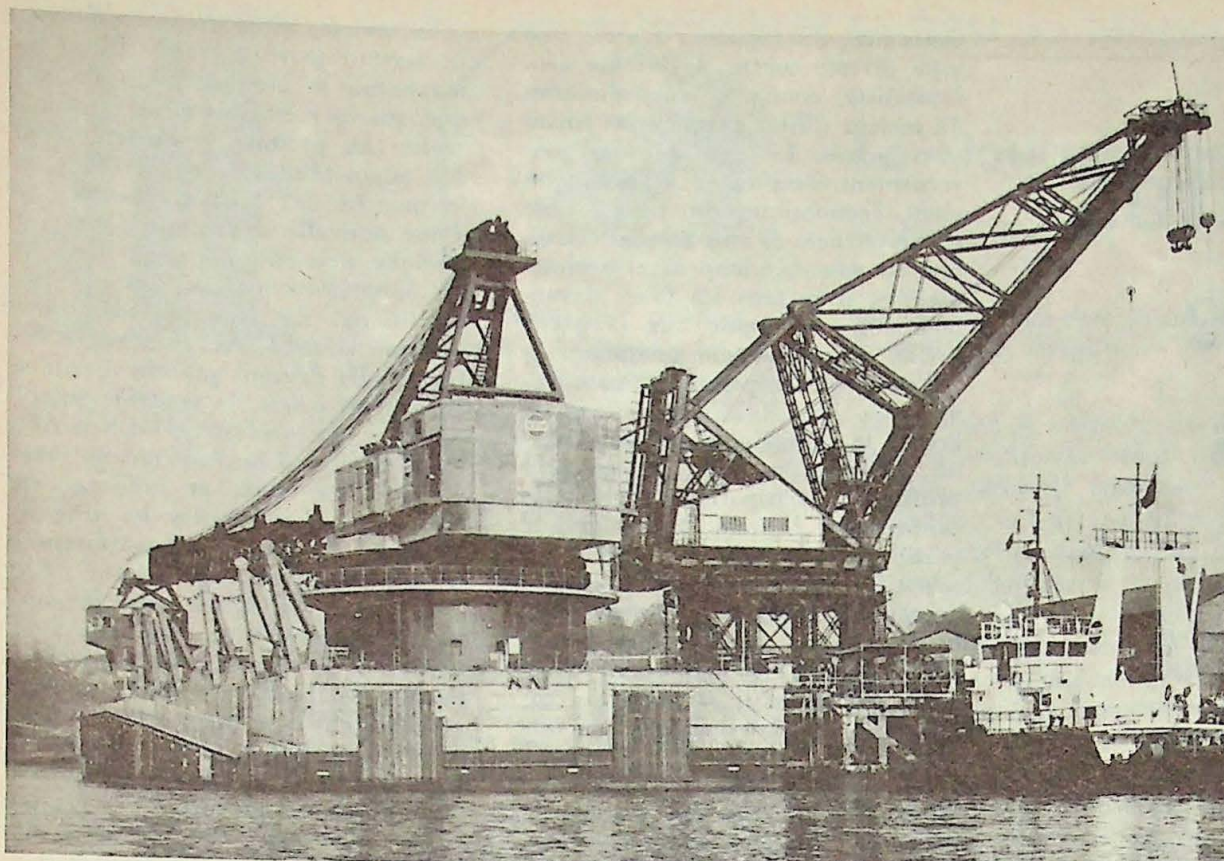
La société n'est pas une fleur carnivore

La société c'est vous

Chers kamodellaborateurs



Collombert



A.F.P.

La crise navale à Bordeaux

Dans un court voyage à Bordeaux Jacques Chaban-Delmas, recevant les syndicats des Chantiers Navals de Gironde, a enfin avoué ce qu'il savait depuis des mois : les chantiers vont être fermés. Le groupe Schneider s'en désintéresse et le gouvernement comme le maire de Bordeaux se soumettent.

La crise qui frappe durement la construction navale n'est pas limitée aux chantiers bordelais, ni à la seule France, mais s'étend à l'ensemble des pays traditionnellement constructeurs de navires.

Les principales causes sont les suivantes :

- développement du nombre des chantiers dans le monde, ainsi que de leur capacité de production, en particulier dans les pays faiblement industrialisés (Espagne, Brésil, Yougoslavie, etc.),

- généralisation de nouvelles méthodes de travail, notamment par la préfabrication et la soudure,

- mise en pratique du Livre Blanc sur la construction navale en France, qui prévoyait dès 1959, le départ de 12.000 personnes de la construction navale, sans prévoir le moindre reclassement, sans envisager de nouvelles implantations d'industries dans les régions touchées par la réduction des activités.

Le P.S.U. accuse

Accusation, le mot n'est pas trop fort. La première accusation est d'avoir détourné l'aide de l'Etat à la construction navale ; le P.S.U. a toujours lutté pour la loi d'aide à la construction navale qui devait non seulement servir à faire face à la concurrence étrangère, mais aussi et surtout à la modernisation des chantiers ; cela n'a pas été fait ou, en tout cas, insuffisamment fait. Où sont donc passés les milliards des contribuables ?

C'est grave pour la construction navale. C'est très grave pour l'avenir de Bordeaux.

Et pourtant, il était parfaitement possible de faire autre chose, comme le montrent nos camarades de la fédération de la Gironde.

C. G.

La deuxième accusation est la suivante : le patronat s'est toujours refusé à croire à une crise de la construction navale ; il n'en a pris conscience que lorsque le mal était fait.

Autre accusation, celle d'incapacité, portée à l'égard d'un certain nombre de dirigeants de chantiers ; peut-être, à l'époque cruciale, était-ce dû à l'âge ? A la vérité, ces messieurs, qui sont jaloux, face aux revendications syndicales sur les salaires, de leurs prérogatives et de leur pouvoir, ont surtout manqué à leurs responsabilités. De ce côté là, le moins qu'on puisse dire, c'est que les Chantiers de la Gironde ont été particulièrement servis. Du technocrate au prétentieux, en passant par l'incapable pur et simple, tout y est passé.

Ce reproche n'est pas, comme celui que lui ont fait les patrons, d'avoir publié le Livre Blanc, c'est d'avoir été incapable, face à la fermeture prévue d'un certain nombre de chantiers, entraînant le licenciement de salariés, de prendre les mesures qui s'imposaient.

Le gouvernement qui, aujourd'hui, se vante d'être la continuité, succède à un gouvernement qui lui, se vantait d'être fort et stable et qui a été surtout faible et instable. Faible dans les demi-mesures qu'il a prises, instable dans sa ligne de conduite, penchant tantôt pour des mesures dirigistes, tantôt voulant discuter et ne pas trop déplaire aux patrons, mais ignorant toujours les aspirations des travailleurs.

Le résultat est là : hier, les chantiers du Havre, de Cherbourg, aujourd'hui ceux de Bordeaux, demain ceux du

Trait ; après-demain... Nantes, Saint-Nazaire ?

Quel est l'avenir de Bordeaux ?

L'avenir est sombre. Les mois qui viennent seront difficiles ; deux solutions existent encore pour le chantier naval de Bordeaux :

OU BIEN, LE CHANTIER DE BORDEAUX RESTE NAVAL, et on lui donne les moyens tant financiers, matériels que structurels de vivre comme doit normalement vivre une entreprise : cela implique que plusieurs points soient résolus, tant du côté gouvernemental que patronal :

- remise en cause du Livre Blanc qui excluait Bordeaux de la liste des chantiers admis à survivre ;

- remise en cause du contrat professionnel (accord patrons-gouvernement) qui condamnait définitivement la construction navale à Bordeaux ;

Ces deux points sont impératifs, parce que dans les clauses, en particulier dans celles du contrat professionnel, aucune aide de l'Etat, tant pour la construction que pour les investissements ne nous était plus accordée, et que, de l'aveu même des représentants de la société : « Il n'est pas possible de faire de la construction navale sans aide de l'Etat. »

- investissements financiers importants (plusieurs milliards) pour la modernisation du matériel et le regroupement des moyens de production ; en effet, les ateliers de production du chantier de Bordeaux sont répartis sur une superficie qui le classe en troisième ou quatrième position des chantiers français, et le matériel (engins de levage, en particulier, très importants) est très ancien ;

- investissements importants également au point de vue du personnel, qui est passé de 1.800 environ en 1960 à 1.050 en octobre 1968 et qui est de 700 à 750 personnes à l'heure actuelle ;

- actualisation des méthodes de travail qui ont fait bien peu de progrès en 15 ans ; ceci est très important, car cela signifie que les autres chantiers qui travaillaient comme nous le faisons maintenant il y a quinze ans ont à l'heure actuelle une avance d'autant ;

- remise en cause de la mafia des cadres supérieurs, qui, depuis de nombreuses années ont fait la pluie et le beau temps ;

- réinvestissements à Bordeaux des milliards détournés par le groupe Schneider aux profits de ses autres activités, en particulier de celles de Dunkerque.

Le gouvernement peut trouver des solutions à toutes ces questions pour la continuité officielle de la construction navale à Bordeaux. Mais il ne la veut pas.

L'actuelle société Schneider acceptera-t-elle de maintenir la construction navale à Bordeaux ? Il est clair que non. Un groupe financier quelconque, mais puissant s'intéressera-t-il à une affaire aussi « pourrie » que celle qu'est le chantier de Bordeaux ?

Le P.S.U., pour sa part affirme que, on a jeté à la rue 1.100 travailleurs, puisque gouvernement et patronat, n'ont non seulement rien prévu en fait de reclassement, mais continuent à ne rien faire, et ce qui est plus grave proposent toujours des solutions bâties et inacceptables pour les travailleurs.

Les véritables choix

OU BIEN, comme à Hennebont, aux Forges de l'Adour, à Tractem, une RECONVERSION TOTALE ET EXTÉRIEURE AU GROUPE SCHNEIDER doit assurer aux salariés leur droit au travail, et à l'économie régionale de ne plus vivre sous le règne d'un « duc d'Aquitaine » récemment monté en grade.

Remarquons tout d'abord qu'au moins 300 travailleurs n'en profiteraient pas puisqu'ils ont été poussés à s'autolicensing par les pressions de la direction (détachements à l'extérieur pour une durée indéterminée, incitations à un départ « volontaire »...).

Que nécessiterait une reconversion ? :

- un choix politique et économique sérieux quant à la nature de l'industrie de remplacement ; en effet, il serait regrettable que seuls les critères d'une politique de prestige (la branche de l'aérospatiale, par exemple, qui semble connaître de grosses difficultés dans notre région) soient retenus ;

- un financement de l'Etat, réinvestissement sur la région pour de nouvelles activités ; cela est préférable à l'appel à des fonds privés souvent aléatoires et toujours timorés ;

- un plan échelonné dans le temps, progressif et régulier, afin d'éviter tout chômage, tout manque à gagner, tout déclassement, même partiel...

- un plan de formation des travailleurs, afin de permettre le recyclage, la promotion de ceux-ci dans leur nouvelle activité, compte tenu des besoins de celle-ci ;

- dans cette ou ces nouvelles entreprises, un plan de perfectionnement et de recyclage devra être prévu pour les salariés à l'intérieur de l'entreprise ;

- des commandes autoritaires de construction navale de l'Etat doivent être imposées dans l'immédiat à la société afin de maintenir le plein emploi en attendant que la ou les nouvelles unités de production puissent absorber le personnel. □

La D.P.N. : orienter les luttes vers le contrôle des travailleurs

Week-end laborieux, les 20 et 21 septembre, pour la Direction Politique Nationale qui s'est réunie à Paris.

Consacrée au travail en commissions, la première journée a été consacrée à l'élaboration des trois rapports qui seront soumis à la discussion du prochain Conseil National : analyse de la situation et stratégie du courant socialiste, modalités des actions à mener et définition des trois campagnes (lutte contre le Pacte Atlantique, contrôle des travailleurs, urbanisation et spéculation foncière), et organisation du parti.

A l'issue du débat général qui a occupé le dimanche après-midi, la D.P.N. a décidé de présenter des candidats à chacune des élections partielles qui auront lieu les 19 et 26 octobre, et elle a demandé à Michel Rocard de se présenter, face à M. Couve de Murville, dans les Yvelines.

La D.P.N. a conclu ses travaux par l'adoption d'une résolution dont le texte suit.

Une importante poussée des luttes ouvrières se manifeste depuis plusieurs mois dans l'ensemble de l'Europe occidentale. Poussant ou basculant des organisations syndicales trop souvent réticentes, les travailleurs allemands, italiens et britanniques se refusent à faire les frais de la crise du système capitaliste occidental.

Le P.S.U. considère comme un tournant politique dans l'histoire du mouvement social en Europe occidentale le fait qu'en particulier en Allemagne et en Grande-Bretagne, les travailleurs ne se contentent pas de revendications salariales pouvant être intégrées par le système capitaliste, mais contestent explicitement les fins et les moyens de celui-ci.

Ce mouvement social d'une ampleur inaccoutumée se déroule dans le contexte de la crise monétaire du système capitaliste occidental. Il souligne l'incapacité de celui-ci, en dépit des transformations intervenues depuis 1950, à assurer à la fois le plein épanouissement des forces productives et le maintien des privilèges des couches dirigeantes. Il y a conflit entre le développement de la richesse collective et celui de la richesse privée.

En même temps qu'il met en évidence cette contradiction du système, le mouvement social en cours

rend plus difficile sa solution dans le cadre du système capitaliste mondial.

Nous assistons à un approfondissement de la crise politique, économique, sociale et culturelle du système capitaliste de l'Europe occidentale, dont les mouvements étudiants et le mouvement de Mai français en 1968 apparaissent aujourd'hui comme les signes avant-coureurs.

*
**

La France connaît une phase particulièrement aiguë et significative de cette crise. Ayant choisi de rassurer les capitalistes français et étrangers sur la situation monétaire — et donc soucieux de juguler les tendances inflationnistes — mais en même temps désireux de ne pas freiner la réalisation des super-bénéfices réalisés par les grands trusts de l'industrie privée à la faveur de la haute conjoncture créée depuis 1968, le gouvernement Pompidou a choisi d'opérer les compressions les plus sévères sur le budget de l'Etat. Il s'attaque à la fois à tous les secteurs étatiques et para-étatiques dans la production comme dans les services, espérant ainsi limiter les hausses de salaires et de prix au secteur privé.

La lutte des travailleurs du secteur public contre la politique

d'austérité du régime est ainsi une lutte directe contre le système néo-capitaliste, contre la subordination du secteur d'Etat aux intérêts financiers privés. La politique du gouvernement compromet le développement économique du pays, ruine toutes chances de voir celui-ci échapper au sous-développement technologique, livre tous les jours davantage notre économie aux décisions finales du capitalisme américain.

Tandis que le plan de démantèlement de la S.N.C.F. aboutit à aggraver le sous-développement interne des 3/4 du territoire, au seul profit des transporteurs privés, la suppression brutale d'une grande partie des crédits de recherche scientifique et technique, au mépris de toutes les règles administratives, la diminution relative des postes d'enseignements supérieur et secondaire aboutissent à priver notre économie de tout dynamisme à long terme.

Les menaces formulées par le Premier Ministre Chaban Delmas à l'égard du droit de grève des fonctionnaires et agents de l'Etat, les projets de démantèlement des statuts particuliers de ces catégories, la stagnation du recrutement et de la promotion interne mettent en évidence la volonté gouvernementale de briser la résistance des travailleurs du secteur d'Etat.

Ceux-ci vont donc encore se trouver pour une certaine période au centre de la lutte de classes en France. Le P.S.U. considère que les luttes des travailleurs de la Fonction publique et des autres agents de l'Etat ne doivent en aucun cas se limiter à la défense catégorielle des avantages acquis mais poser, à travers les problèmes des conditions de travail et d'emploi, la question du contrôle des travailleurs de ces secteurs sur l'ensemble de leur activité, à l'exemple des roulants de la S.N.C.F. ; assurer la défense et la contre-offensive du secteur public contre les attaques du capitalisme privé et du gouvernement, et en même temps lutter contre la technocratisation du secteur d'Etat en imposant partout où c'est possible la démocratisation sous le contrôle des travailleurs.

Michel Rocard candidat

Demandant à Michel Rocard de se présenter face à M. Couve de Murville, la D.P.N. a précisé comme suit le sens de cette candidature :

« M. Couve de Murville « demande » à un élu des Yvelines de bien vouloir lui remettre son siège.

« M. Couve de Murville est ce chef du gouvernement français qui, de juin 1968 à avril 1969, a manié les ressources publiques du crédit et du budget, de telle sorte qu'elles

En même temps, les travailleurs du secteur privé doivent utiliser au maximum la conjoncture économique qui leur est favorable pour arracher au patronat, non seulement des augmentations de salaires que la montée des prix et les risques d'une nouvelle dévaluation rendent quelque peu illusoire, ou en tout cas éphémères, mais le contrôle des conditions de travail, d'emploi, d'organisation et de hiérarchie du travail. Ils devront prendre garde à ce que les prises de contrôle soient réalisées de préférence non seulement au niveau de l'entreprise, mais à celui des trusts et holdings en associant à leurs luttes les travailleurs des entreprises sous-traitantes ou indirectement contrôlées.

A travers les luttes pour le contrôle, les travailleurs imposeront de nouvelles formes et de nouveaux moyens de l'action de masse ouvrière, intégrant syndiqués et non-syndiqués et donnant sa pleine possibilité d'expression au dynamisme actuel des travailleurs en lutte.

La connaissance des luttes victorieuses pour le contrôle menées par les travailleurs italiens, allemands et britannique doit faire l'objet d'une large information au sein de la classe ouvrière française, information qui doit amener à renforcer la coordination des luttes ouvrières à l'échelle de toute l'Europe occidentale.

Le P.S.U. considère que le développement de ces luttes peut, dans le contexte de crise politique, financière et sociale, déséquilibrer l'Etat et le gouvernement capitaliste, et rendre plus proches et plus concrètes aux yeux de tous les travailleurs, les perspectives d'une société nouvelle, débarrassée des privilèges capitalistes, assurant le plein développement des forces productives, l'utilisation de la science et de la technique au service du bien commun et la prise de responsabilité de leur activité par l'ensemble des travailleurs.

Le passage au socialisme est à l'ordre du jour en Europe occidentale. L'union et l'action des travailleurs organisés et inorganisés peuvent avoir raison du système capitaliste défaillant. □

accroissent les profits des firmes capitalistes et alimentent une spéculation, qui a finalement réussi son mauvais coup.

« La direction politique nationale du P.S.U. demande au secrétaire national du parti, M. Michel Rocard, déjà candidat dans cette circonscription, d'y mener de nouveau la bataille pour affirmer, face au représentant du pouvoir, la nécessité d'apporter une solution socialiste à la crise de la société française. » □

WIE

militante

Objectif 300.000

Au moment où nous reprenons la publication de T.S. nous aurions aimé faire le bilan de la souscription nationale lancée à l'occasion de la campagne des présidentielles. Le montant recueilli à ce jour atteint 170.000,00 F, nous pensons que nombreuses sont les sections qui n'ont pas encore transmis les fonds collectés.

L'effort que nous demandons à chaque militant devait être de l'ordre de 20,00 F, nous dépassons légèrement la moitié de cet objectif, encore un effort, camarades !

C.C.P. P.S.U. 14 020 44 Paris
Chèque bancaire à l'ordre
du P.S.U.

Cantal

Les élections partielles ont peu d'importance dans un régime qui tend déjà à transformer toutes les élections nationales en jeu plébiscitaire. C'est dire que le P.S.U. ne cherche pas à présenter sa participation à des joutes sans portée immédiate comme une activité décisive. Toutefois chaque campagne électorale partielle peut se transformer en véritable action de démystification, en véritable campagne anticapitaliste comprise par des masses non négligeables.

Il y a quelques mois, la campagne municipale partielle de Nancy avait montré que de nombreux travailleurs ne se laissaient plus prendre à la rengaine de l'efficacité immédiate. Les résultats obtenus par notre camarade Delpirou dans le Cantal (plus de 15 % des suffrages exprimés) et qui le placent avant le candidat communiste, viennent maintenant confirmer cette tendance et montrer que le militantisme est payant. Dans le Cantal en voie de régression économique J.B. Delpirou a su s'adresser aux paysans et leur montrer le chemin de la lutte. Nombreux sont ceux qui ne remettront plus leur sort entre les mains de M. Pompidou et de ses semblables.



Le PSU au microscope

La Journée nationale Formation

François Dalbert

C'était la première fois qu'une réunion de travail des responsables fédéraux à la formation était convoquée pour débattre d'une organisation plus efficace de l'action du Parti dans ce secteur.

En dépit de la grève de la S.N.C.F., la participation à cette Journée correspondit aux objectifs puisque trente-cinq départements étaient représentés et que le bilan qui put être tiré des actions passées révélait une nette amélioration.

Les obstacles auxquels se heurtent l'organisation et la réalisation de la formation politique des membres du P.S.U. sont en bonne voie de réduction. D'une part, la rencontre a permis de jeter les bases d'une **coordination régionale**. D'autre part, on peut commencer à parler de « réseau formation » puisque les responsables ont fait connaissance, ont noué entre eux les liens indispensables, commencent à savoir ce qu'ils peuvent attendre les uns des autres.

Au cours de la Journée, on a recensé exactement cinquante-six responsables fédéraux à la formation.

Par ailleurs, la Rencontre a permis de se mettre d'accord sur les grands principes qui doivent en permanence guider et aider à définir l'action formation de tout le Parti.

La formation ne doit pas être considérée comme une activité épisodique à laquelle on se livre lorsque les autres activités militantes en laissent le loisir. Elle doit être considérée comme un investissement prioritaire, seul capable d'assurer l'efficacité du Parti et de renforcer ses capacités de manœuvre sur les différents terrains de lutte où il est engagé. Chaque militant doit considérer comme une obligation de consacrer une partie importante de son temps militant à se former lui-même et à contribuer à la formation de ses camarades. **Une formation permanente** exige que les actions de formation soient programmées en permanence, qu'elles se complètent et s'enchaînent à tous les niveaux, mais que chaque section et

chaque fédération aient en permanence un programme en cours.

Cependant, la meilleure manière de valoriser la formation est d'en percevoir clairement les limites. Car il est vrai qu'on apprend plus en certain mois de mai qu'en douze stages d'études. Mais il est vrai aussi que de telles épreuves se préparent quand on souhaite qu'elles réussissent. Et la meilleure manière de les préparer, c'est de lier en permanence l'action entreprise et la formation. Il importe de peser en permanence l'utilité du type de formation, de la méthode et du contenu en fonction de l'efficacité qu'on en escompte pour l'action à court ou à long terme. C'est la bonne manière de résoudre le problème du **contenu** de la formation.

Au surplus, le succès de toute politique de formation implique qu'elle soit prise en charge à tous les niveaux : groupe, section, fédération, région, et que chaque niveau se fixe une tâche bien définie. Dans cette perspective, le service national intervient surtout pour coordonner les efforts et fournir du matériel sans se substituer aux différents échelons responsables. Il n'est pas possible d'imaginer que les tâches actives de formation continuent d'être assumées par une dizaine de dirigeants nationaux. Il faut éviter le réflexe actuel qui consiste à demander un animateur national chaque fois qu'on organise un stage.

Enfin, il nous faut admettre que chaque action doit répondre à des objectifs clairement exprimés et qu'on n'organise pas une action formation pour répondre indistinctement aux besoins de l'ensemble des militants. Il est frappant de constater que **les méthodes** adoptées et recommandées par de nombreuses fédérations découlent très logiquement de l'objectif prioritaire retenu par elles, même si cet objectif n'est pas clairement explicite. Il est bien clair en effet que les méthodes et les moyens varieront selon que l'on s'adressera à de tout nouveaux adhérents, à des militants anciens ou à des

cadres confirmés. Et, dans cette optique, **chaque stage devra bien définir la population à laquelle il s'adresse**. Le stage passe-partout, dont le programme est composé selon les préoccupations du moment, dont les participants viennent des horizons les plus divers et sont surtout des nouveaux de formation politique radicalement différentes, ce stage-là est rarement le plus efficace. Il faudra donc admettre de sélectionner les participants à un stage en fonction de certains critères de formation publiquement débattus et précisés. Ce qui est en cause ici, c'est moins le principe même de la sélection, car elle se fait de toute façon, que son contrôle politique.

Nous avons donc à résoudre un problème complexe qui consiste à atteindre des objectifs différents, en répartissant les tâches entre différents niveaux du Parti et en employant des modalités adaptées. La Journée Formation a dessiné un schéma qui s'efforce d'assurer la progression de l'intégration d'un adhérent dans le Parti. La formation de base sera assurée par chaque fédération. Le rôle du Service National sera la diffusion (et c'est fondamental) de fiches pédagogiques, de références et de méthodes. Le

perfectionnement d'animateurs pour chaque front de lutte sera organisé sous forme de stages. Les participants à ces stages devront tous avoir préalablement suivi, dans leur fédération, un cycle de formation générale. Ainsi pourra être conjuré le risque qu'il y aurait à voir l'action formation fabriquer peu à peu une fédération de fronts de lutte et non un Parti. Enfin, un effort nouveau va être tenté pour répondre au besoin de l'organisation d'être dotée de responsables aptes à manier les techniques qui conditionnent son existence (formation, propagande, implantation, finances).

On le voit, les propositions destinées à nourrir le travail du Service Formation sont ambitieuses. Et il faudra attendre quelques mois avant de pouvoir porter un premier jugement sur les réalisations. La première tâche va consister à constituer un Service National Formation renforcé. Il faudra ensuite diffuser rapidement le matériel adapté à la formation de base et, parallèlement, organiser les deux stages nationaux de cet automne : celui sur l'urbanisme et la vie locale et le stage agricole, organisé au mois de novembre pour des raisons propres à l'emploi du temps dans l'agriculture. □

● Capitalisme et urbanisme

Le stage de formation et de préparation de la campagne consacrée aux problèmes posés par l'urbanisme et l'action locale aura lieu à Paris les 25, 26, 27 et 28 septembre 1969. Ce stage constitue la première étape de la campagne décidée par le Parti concernant le front de lutte anticapitaliste dans les villes.

Il a pour objectif essentiel la préparation pratique et théorique de la Campagne du parti contre la spéculation, la mainmise des groupes capitalistes sur le cadre de la vie urbaine et la politique Chalandon, qui favorise l'un et l'autre.

Un exposé plus théorique sur une explication marxiste du problème de l'urbanisme en régime capitaliste a été préparé et pourra introduire un débat, mais l'essentiel du stage sera consacré à démontrer les mécanismes de la mainmise capitaliste et de la politique Chalandon, et surtout à préparer concrètement les divers types d'actions et de manifestations qui pourront être lancées, ceci à partir de l'étude de quelques exemples connus.

Un certain nombre de camarades sont déjà inscrits. Il ne s'agit pas tant de parfaire la formation de quelques-uns qui s'intéressent à la question que de préparer des responsables de la campagne dans chaque fédération.

Les demandes d'inscription sont à envoyer immédiatement au siège du Parti.

Les groupes privés maîtres des autoroutes — L'urbanisme, vous connaissez ? — Quand la sidérurgie pose ses conditions.

A la dérive

Christian Guerche

Depuis la fondation de la « Délégation à l'Aménagement du Territoire » en 1963, le régime tirait quelque fierté des actions entreprises dans ce domaine. C'était justifié en partie — mais en partie seulement — dans la mesure où incontestablement un certain nombre d'opérations, et même une politique, avaient réussi à renverser des tendances migratoires défavorables — on l'a vu au moment du recensement — ou promis de grands travaux, tels que l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, qui marquaient une étape non négligeable dans la tentative de restructuration de l'espace économique de ce pays.

Si Jacqueline Giraud avait raison de souligner ici, la semaine dernière, que les sièges sociaux des entreprises s'étaient rarement transportés en province, limitant ou même entravant toute renaissance d'une véritable vie régionale, il n'en était pas moins vrai que, depuis quelques années, il se créait un nombre important d'emplois par voie de décentralisations industrielles.

Cette politique, même limitée, avait en même temps mis en place des organismes, tels les OREAM, dont les travaux devaient

permettre de donner une figure et une réalité à la création des huit métropoles d'équilibre. On restait là — avec ses défauts et ses limites — dans la toute jeune tradition de la planification française.

En termes réformateurs, elle n'était pas négligeable. Elle pouvait même marquer quelques succès.

Or depuis mai 68, avec le gouvernement Couve de Murville d'abord, puis aujourd'hui, on assiste au démantèlement de cette politique. A son abandon de fait.

Priorité au secteur privé

Un homme semble jouer un rôle important dans cette nouvelle orientation, bien qu'on feigne dans beaucoup de milieux ne pas le prendre au sérieux : c'est Albin Chalandon, ministre de l'Équipement.

Se présentant, dès son entrée au ministère Couve de Murville, comme le réformateur de vieilles administrations, il se signalait très rapidement par un certain nombre de projets, tendant à associer le

secteur privé aux entreprises importantes d'équipement ou, plus exactement, à confier au secteur privé la solution, en toute rentabilité, de quelques-uns des grands problèmes nationaux : tel celui des autoroutes.

Faisant des comparaisons avec les pays étrangers le ministre soulignait avec raison la faiblesse de notre développement autoroutier.

Mais il en tirait les conclusions singulières que voici, extraites de la revue du ministère de l'Équipement (numéro de février 1969) :

« Les capitaux privés peuvent être intéressés par la réalisation de certaines grandes infrastructures. Une telle solution est sans doute bénéfique pour tout le monde, pour l'usager qui dispose ainsi d'autoroutes que la pénurie de fonds publics n'aurait permis de financer que plusieurs années plus tard, comme pour la collectivité qui peut ainsi concentrer son effort sur d'autres réalisations.

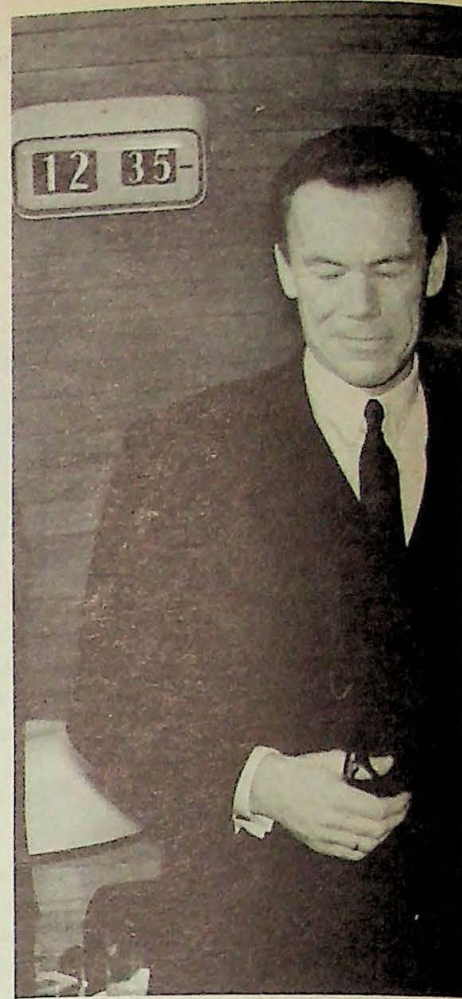
« Pour l'usager, cela signifie la possibilité de disposer, avec plusieurs années d'avance sur les prévisions, de certaines sections d'autoroutes.

« Pour l'État cela représente un appoint financier qui peut permettre d'accroître notablement son effort sur le réseau routier national et sur les autoroutes de dégagement et la voirie urbaine.

« Pour le secteur des travaux publics, une telle formule a pour effet de multiplier le volume d'activité de la branche. Dans la mesure où, par ailleurs, ce ne seraient pas des tronçons isolés et de longueur réduite, mais des sections qui seraient concédées à des groupes privés, il y aurait là, au surplus, un moyen d'assurer une programmation efficace, beaucoup plus efficace, en tout cas, que le moyen de plans pluriannuels qui n'apportent avec eux aucun financement garanti étant donné que le budget est voté annuellement ; les derniers mois de l'année 1968 ont amplement démontré la fragilité de toute prévision en matière de crédits d'équipement. »

Le critère est celui du profit

Cela voulait dire en clair que les groupes financiers qui seront candidats à la réalisation de ces



autoroutes deviendront en fait les maîtres des itinéraires, et des prochaines liaisons autoroutières.

On sait que les deux premiers projets portent sur Paris-Poitiers et sur Paris-Le Mans. On attendait avec intérêt les suivants.

Mais ce qui est clair, dans l'esprit du ministre, est que désormais il appartient aux groupes privés qui s'intéresseront à ces constructions de définir les opérations qui leur paraîtront intéressantes du point de vue de la rentabilité et du profit.

Bien entendu, des parcours existent dont la rentabilité sera immédiate (voies touristiques par exemple). Mais cela veut dire que les autoroutes de liaison, qui étaient conçues en termes structurants, et notamment dans les régions sous-développées ou en voie de conversion, seront reléguées au dernier plan. En d'autres termes, on peut penser que l'autoroute Paris-Lille, qui n'était sûrement pas rentable à son origine, mais dont les effets pour la reconversion de la région Nord sont importants, n'aurait pas vu le jour.

Urbanisme : terme regrettable

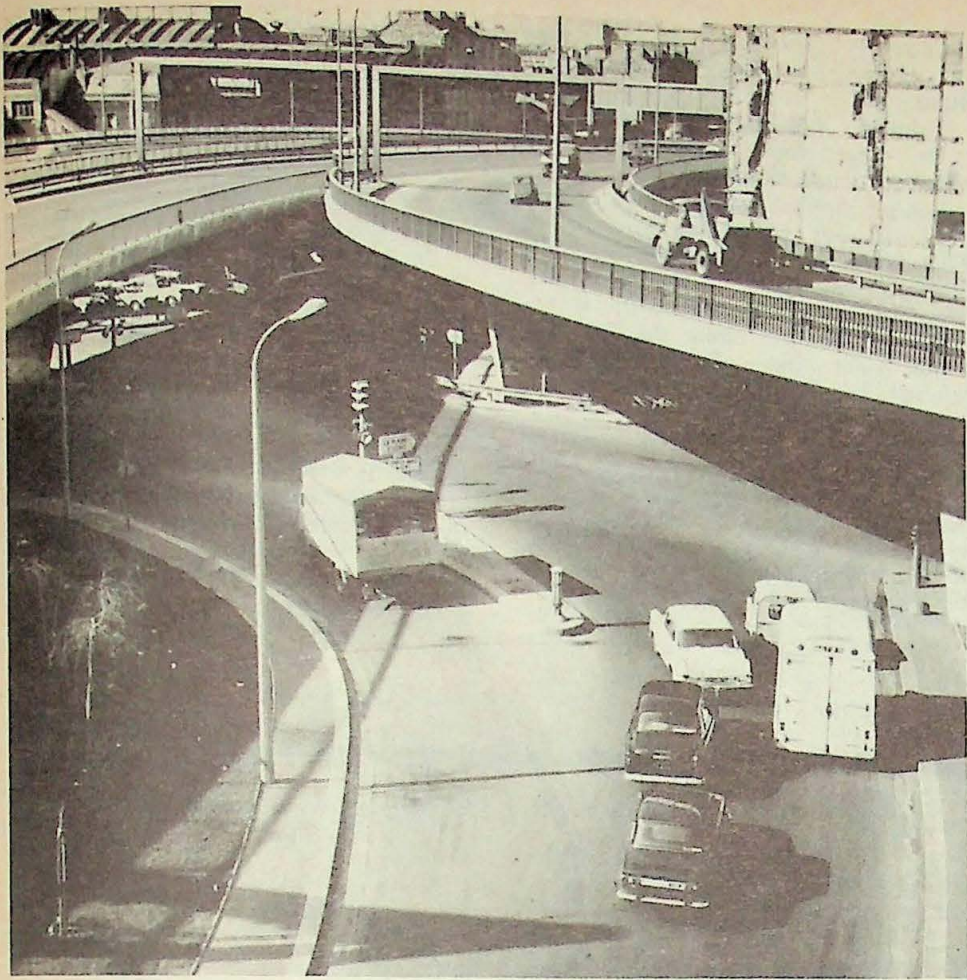
N'en déplaise au ministre, ce n'est pas seulement en termes de kilométrage que le problème des autoroutes se mesure.

Mais ce n'est pas bien entendu le seul aspect de cette politique.

En ce qui concerne la construction, Albin Chalandon a voulu se présenter comme le simplificateur d'un maquis de règlements, qui était effectivement devenu très,



Collombert



Collombert

très lourd. Mais derrière cette simplification, il y avait aussi le souci de laisser le secteur privé construire comme il l'entend, sans réglementation, sans schémas, sans contraintes.

Un mot significatif a échappé de la bouche du ministre récemment : « Il s'occupait — disait-il — de l'urbanisme d'aujourd'hui, et non de celui de l'an 2000. » On resterait — s'agissant d'urbanisme — stupéfait par la bêtise de pareille affirmation, si l'on n'y décelait une volonté très ferme : le ministre veut de meilleures statistiques de construction. Il pense les obtenir en facilitant la concentration et l'industrialisation du bâtiment (ce qui en soi n'est pas condamnable), mais en livrant celui-ci également à la spéculation et aux promoteurs.

Désormais on peut donc dire sans forcer les faits que l'urbanisme est livré aux promoteurs et derrière eux aux banques.

Où sont les schémas directeurs

Dès lors on voit mal comment pourrait être poursuivie la politique des villes nouvelles ou celle des métropoles régionales.

Déjà le schéma directeur du district de Paris — critiquable par bien des aspects — voit ses objectifs réduits, transformés, et en grande partie déviés, en fonction d'exigences de promoteurs privés.

« Si les « Livres Blancs » des OREAM des Métropoles, sont tous parus, ils n'étaient que la « signalisation » ou le recueil d'orientations sur les partis d'aménagement à prendre. Ils signifiaient des choix,

que les schémas directeurs devaient préciser. Aujourd'hui, à part celui de la vallée de la basse Seine, dont on nous dit qu'il est pratiquement achevé, pas de nouvelles ou peu de nouvelles des autres.

Mieux! Sentant tout le flottement

qui entoure l'élaboration des schémas définitifs, le patronat et les groupes de pressions s'attachent à revenir sur ce qui avait pu être acquis. C'est le cas, par exemple, du Livre Blanc de la métropole lilloise qui avait le mérite de poser avec force la nécessité de reconquérir l'incroyable bouillie urbaine du bassin minier. Le patronat du Nord, dont on connaît les responsabilités dans la situation de la région, n'en a cure. Il exige, il tempête et, probablement, il obtiendra.

Si l'on ajoute que, dans nombre d'agences d'urbanisme, de mission, ou à l'I.A.U.R.P. (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Parisienne), on comprime le personnel ou on licencie, on voit désormais quelles sont les orientations qui priment.

L'exemple lorrain

Exemple parmi d'autres. L'urbanisme n'est pas seul en cause, pas plus que les métropoles.

En fait les groupes privés traitent avec le gouvernement en dehors de toutes les institutions établies, même les très pâles CODER installées par le pouvoir.

L'exemple lorrain est particulièrement significatif. Depuis des années, les travaux de l'axe Rhin-Rhône-Méditerranée se poursuivent. En retard sur les prévisions dans l'exécution du V^e Plan, les

travaux devaient être poursuivis pendant le VI^e Plan. De multiples assurances avaient été données par la voix des ministres successifs.

Au milieu de l'année dernière, on apprenait que la Sidérurgie Lorraine exigeait, pour créer le nouveau complexe sidérurgique à Fos, deux conditions :

— la première, que la liaison fluviale Seine-Est soit avancée et programmée ;

— la deuxième, que la sidérurgie italienne soit associée à la création du complexe de Fos.

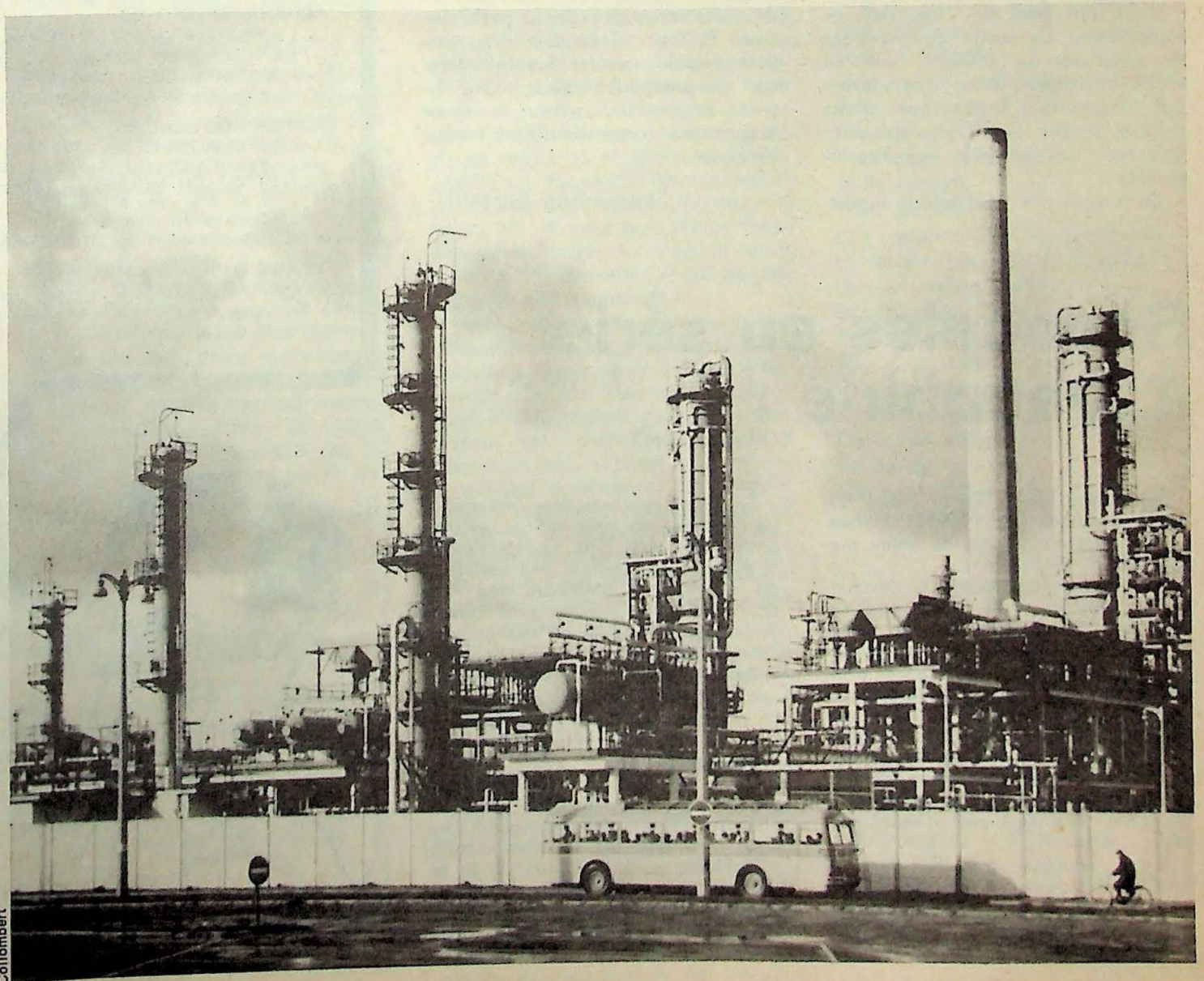
En contrepartie, la sidérurgie, admettait que la création de la branche lorraine, du canal Rhin-Méditerranée soit sinon abandonnée, en tout cas largement différée.

Ces conditions ont été acceptées, sans que quiconque, parmi les autorités régionales, ait été consulté.

Dès lors on ne peut plus s'interroger, comme le font benoîtement quantité de milieux, si la chose est possible, et s'il s'agit d'exprimer des inquiétudes.

Il faut savoir que les pouvoirs publics abandonnent, en fait, toute politique effective et systématique d'aménagement du territoire.

Encore plus toute tentative de régionalisation sur laquelle pourtant le général de Gaulle est apparemment tombé. □



Collombert

Au-delà des chicanes

A l'exemple de M. Séguy, M. Alaphilippe, secrétaire général adjoint du S.N.E.S. a engagé les hostilités avec le gouvernement. Hostilités feutrées, axées sur les revendications budgétaires.

De fait, dans l'enseignement comme ailleurs — dans la recherche scientifique, par exemple — le « plan d'austérité » fait sentir ses effets. Au jour de la rentrée, dans la seule région parisienne, 2 000 maîtres auxiliaires, en poste l'an dernier, sont sans affectation, et surtout, il n'y aura pas le moindre crédit pour les timides tentatives de rénovation pédagogique : pas un centime pour la mise en place d'une ébauche de formation permanente ; pas un centime pour le recyclage des instituteurs, qui pourraient désormais y consacrer leur samedi après-midi. M. Guichard peut proclamer sa volonté de poursuivre la politique d'Edgar Faure. En fait, il ne reste rien des quelques velléités de transformations sous-jacentes aux belles paroles du précédent ministre de l'Éducation Nationale.

C'est que, sous la façade vertueuse de « l'intérêt général », l'« austérité » affirme en fait la volonté de rentabiliser l'enseignement. Rentabiliser dans l'intérêt de la classe au pouvoir, évidemment.

C'est en quoi les insuffisances budgétaires, les seules qui suscitent les réactions du S.N.E.S., sont en réalité le signe d'une dégradation qui s'accroît, la marque d'une volonté accrue de l'État capitaliste d'exercer son contrôle sur l'enseignement.

En marge des restrictions budgé-

tières, diverses mesures s'amorcent qui témoignent de cette volonté. D'une part, le ministère prépare une série de décrets et de circulaires qui assureront le renforcement du pouvoir de l'administration dans les lycées directement, et par l'intermédiaire des commissions permanentes dûment contrôlées par les recteurs. D'autre part, il projette une procédure d'orientation qui serait principalement alimentée par les informations provenant des entreprises et qui échapperait totalement au contrôle des élèves, des enseignants et des parents. Donc une sélection rigoureusement soumise aux intérêts et aux besoins du capitalisme.

Face à cette dégradation, la direction du S.N.E.S. ne propose pas d'autre action que la vague perspective d'une journée de revendications à l'occasion de la discussion du budget.

Or, ce sont d'autres objectifs qu'il s'agit de donner au combat des enseignants. Des objectifs qui ne se bornent pas aux revendications budgétaires, mais qui mettent en question la politique même que le gouvernement entend mettre en œuvre dans ce domaine. Ici, comme dans les entreprises, il s'agit de mettre en avant les revendications de contrôle, le refus de se laisser enfermer dans les structures de la participation. Il faut déclencher des combats locaux, susciter les initiatives qui, regroupant enseignants, lycéens et parents, mettent en cause la pression accrue de l'État capitaliste.

Jacqueline Giraud

Scandales en série à Dauphine

Novembre 1968 : Edgar Faure ouvre à Dauphine (ex-O.T.A.N.) un centre expérimental : plus de cours magistral, T.P. à 20, etc.

Novembre 1969 : après la dévaluation, l'austérité mais aussi une répression accrue se mettent en place.

Pendant l'année, après d'autres luttes, le principe de la collégialité avait été adopté dans la plupart des départements mais, rapidement, celui-ci fut dénaturé par les professeurs adeptes de la hiérarchie traditionnelle qui mirent en place de multiples restrictions à ce principe (domaine réservé, refus de venir aux réunions d'assistants, etc.).

Il faut souligner qu'à Dauphine la totalité du travail étant réalisé en travaux pratiques, le rôle des assistants est fondamental et celui des professeurs n'est que d'aide et de coordination.

En juillet, profitant des vacances et de l'absence de mobilisation, les trois professeurs ont pris unilatéralement la décision de licencier neuf assistants du département d'Analyse des Faits Économiques et Sociaux sans consultation des assistants ou des maîtres-assistants.

Cette épuration ne visait en rien à une réorganisation, mais consistait en un règlement de comptes politiques : huit des assistants étant militants ou responsables de la section S.N.E.-Sup de Dauphine. Les prétextes les plus fallacieux furent trouvés pour justifier ces renvois (incompatibilité d'humeur, caractériel...). Ces licenciements s'inscrivent dans la lignée de la répression gouvernementale et patronale, l'administration frappant les militants qui organisent la lutte anticapitaliste.

C'est à la même répression qu'aboutit, en fait, la restriction de crédits :

au nom de l'austérité, toute expérience un peu hardie d'enseignement sera supprimée.

Tous les moyens sont bons.

On sélectionne en changeant les horaires d'inscription.

Les inscriptions en 1^{re} année étaient prévues pour plusieurs jours et de 8-12 heures et 14-18. Le premier jour après un peu plus de 3 heures, les inscriptions étaient arbitrairement arrêtées, le nombre limite de 500 étudiants étant atteint. D'autre part, on refusait les étudiants possédant un bac-technicien.

La riposte à ces mesures ne se fit pas attendre.

Lundi après-midi 22, le S.N.E.-Sup Dauphine, après la publication d'un livre blanc sur l'affaire, a organisé une conférence de presse où il a formulé les demandes suivantes :

- Retour immédiat à la collégialité ;
- Refus de laisser le recrutement des assistants à la seule discrétion des professeurs ;
- Respect des libertés et des droits politiques et syndicaux.

Dans le cas du maintien des licenciements, une grève est envisagée.

En riposte à ce système arbitraire de sélection, le C.A. U.N.E.F. a organisé des inscriptions parallèles, dont il demandera la ratification à l'administration.

Autant de scandales qui s'ajoutent à l'augmentation des droits d'inscriptions en faculté et qui montrent que la rentrée universitaire Guichard prend un bon départ sous les signes Austérité-Répression-Sélection...

Albert Rousselles

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont 24,00 F
- LE JAPON - 3^e GRAND -, de Robert Guillain 24,00 F
- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fetjö
Tome I - l'Ère de Staline 30,00 F
- Tome II - Après Staline 36,00 F
- HO CHI MINH, de Jean Lacouture 6,00 F

EDITIONS MASPERO

- ROSA LUXEMBURG, Œuvres
Tome I 6,15 F
- Tome II 6,15 F
- SUR LE FASCISME, de Daniel Guérin
Tome I, la Peste brune 6,45 F
- Tome II, Fascisme et grand capital 6,15 F
- LA REPONSE SOCIALISTE AU DEFU AMERICAIN, de Ernest Mandel 8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine ... 15,00 F
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine ... 20,00 F
- MARX ET ENGELS, D. Riazanov (conférence faite au cours de marxisme à l'Académie socialiste en 1922) 15,00 F

EDITIONS OUVRIERES

- LES ROUAGES DE L'ECONOMIE, J.-M. Albertini 11,40 F
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, Jean-Luc Bodiguel 26,00 F
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, Jean Bron
Tome I, le Droit à l'existence 18,00 F
- Tome II, en préparation
- CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE, Maurice Cliquet 9,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE, Tables rondes avec J.-M. Vincent, Ernest Mandel, M. Bridier, Y. Craipeau, P. Naville 12,00 F



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65

Instituteurs et idéologie

Philippe Guyot

« Au moment où tous les enseignants retrouvent leurs classes, leurs élèves et leurs soucis, le « Journal des Instituteurs », compagnon fidèle de leurs veilles et de leurs efforts, est heureux de leur souhaiter une bonne rentrée et d'être présent dans tous les établissements. »

C'est en ces termes que la direction de l'opuscule intitulé « Journal des Instituteurs » — comprenez le service de publicité des Editions Fernand Nathan — s'adresse à ses lecteurs, c'est-à-dire la totalité des instituteurs de France à qui ce factum a été distribué... par les bons soins de l'administration.

Nous pourrions évidemment nous étonner de l'appui apporté par des services officiels aux efforts d'implantation d'une entreprise privée. On sait bien que le temps est à la disparition de toute politique autonome dans les services publics. Mais tout de même ! De là à accepter d'un cœur léger que la pédagogie, c'est-à-dire la formation que reçoivent nos enfants, soit livrée à la discrétion des spécialistes du « commerce de l'éducation »...

Sans doute n'est-il pas, « a priori », mauvais que des « conseils » ou des « méthodes nouvelles » soient diffusés aux instituteurs sur l'apprentissage de la lecture, l'initiation aux mathématiques, etc. Mais l'extension, dans ces conditions, à des matières telles que l'éducation morale et civique ne peut qu'entraîner de sérieuses réserves, même si les « conseils » sont signés d'inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale.

Qu'on en juge ! Dans la fiche consacrée aux classes de cours moyens et intitulée « Elaboration d'une théorie des valeurs », on peut lire :

« L'enseignement de la morale

s'effrite, victime d'un malaise, d'un manque de foi, d'une sorte de timidité professionnelle à l'égard des élèves.

Pourtant, comme l'écrit Pierre Massé, il n'y a pas de société rassemblée sans un système commun de valeurs. Lorsque ces valeurs sont contestées, le bien social s'affaiblit ; lorsqu'elles sont reniées, il se rompt.

D'autre part, si l'éducation consiste, comme l'écrit Durkheim, en l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres, l'école publique, laïque et républicaine qui se veut l'école de la nation, ne peut se désintéresser de la transmission des valeurs de la société qui la mandate sans réduire elle-même le rôle auquel elle prétend.

Au cours préparatoire, l'enseignement de la morale consiste essentiellement à faire acquérir de bonnes habitudes.

Au cours élémentaire, il vise à éveiller et développer une conscience morale, le sentiment du bien et du mal, essentiellement dans le cadre de la conduite quotidienne.

Au cours moyen, il s'agit de rationaliser cette conscience, de reconnaître les valeurs jusqu'ici pressenties, de les ordonner dans une théorie du bien appelée à fournir des cadres et des schémas, des références en vue de l'action (...).

(...) La leçon de morale doit être vivante. Le maître s'efforcera à ce propos de retenir des exemples simples et positifs, d'une part pour que l'interprétation en soit rapide et facile, d'autre part pour permettre le jeu des deux mécanismes fondamentaux suivants : l'identification par laquelle l'enfant intériorise l'action du « héros » en s'identifiant à lui et la projection par laquelle l'enfant transfère sur le hé-



Collombar

ros ses propres sentiments. On évitera également la multiplicité des héros dans la même scène. On s'efforcera par contre de présenter les parents exerçant une action commune ou concernés par la même situation. (...)

L'attitude du maître est ici toute d'effacement de de discrétion. Toute son habileté consiste à avoir précédemment conduit l'étude de telle façon qu'elle débouche naturellement, par le jeu de sa propre dynamique, sur l'action personnelle et collective : poursuite de l'information, activité de la conscience morale désormais maintenue en éveil, engagement personnel et collectif, explicite ou implicite se manifestant par des « conduites objectives ».

Nous avons tenu, bien qu'il puisse paraître fastidieux à certains, à porter à la connaissance de nos lecteurs la quasi-intégralité de ce texte. Car si nous avions procédé à des coupures, il nous eût sans doute été reproché d'en avoir tronqué la signification. Ainsi libérés de ce reproche et après avoir dépouillé ce document de son pseudo-vocabulaire sociologico-scientifique, on ne peut que rester frappés de la clarté — on serait tenté d'écrire, du cynisme — qui se dégage de ces « conseils ».

Voilà donc la manière dont « l'école publique, laïque, républicaine » conçoit son rôle de formation de l'enfant. Rien n'y manque : l'attitude du maître, faite de « discrétion » et « d'habileté », aidant à découvrir les « valeurs de la société qui (le) mandate » ; les parents figures préférées du héros auquel l'enfant a à s'identifier ; les débouchés naturels offerts à son action : « poursuite de l'information » (dont les moyens d'expression ont la neutralité qu'on leur connaît), « activité de la conscience morale désormais tenue en éveil » (par la police ? l'armée ?...), « engagement personnel et collectif » (dans les « cadres et schémas » de la société, « ordonnés dans une théorie du bien »).

En somme, un véritable Code de la Route pour instituteurs pour fabriquer de bons petits et moyens gaullistes. Mais qui disait que le contenu de l'enseignement était indépendant de la société qui le façonnait ?

Petites boîtes

Petites boîtes

Très étroites

Petites boîtes

Faites en tic-i-tac

Petites boîtes

Petites boîtes

Petites boîtes

Toutes pareilles

Y'a des rouges

Des violettes

Et des vertes

Très coquettes

Elles sont toutes

Faites en tic-i-tac

Elles sont toutes

Toutes pareilles

Et ces gens-là

Dans nos boîtes

Vont tous à l'Université

On les met tous

Dans des boîtes

Petites boîtes

Toutes pareilles

Y'a des médecins

Des dentistes

Des hommes d'affaires

Et des avocats

Ils sont tous

Tous

Faits en tic-i-tac

Ils sont tous

Tous

Tous pareils

Et ils boivent sec

Des Martinis

Jouent au golf

Tout l'après-midi

Puis ils font de jolis enfants

Qui vont tous

Tous à l'école

Ces enfants partent en vacances

Puis s'en vont à l'Université

On les met

Tous dans des boîtes

Et ils sortent

Tous pareils

Les garçons font du commerce

Et deviennent père de famille

Des nouvelles boîtes

Ils bâtissent

Petites boîtes

Toutes pareilles

Puis ils règlent leurs affaires

Et s'en vont dans des cimetières

Dans des boîtes

Faites en tic-i-tac

Qui sont toutes

Toutes pareilles

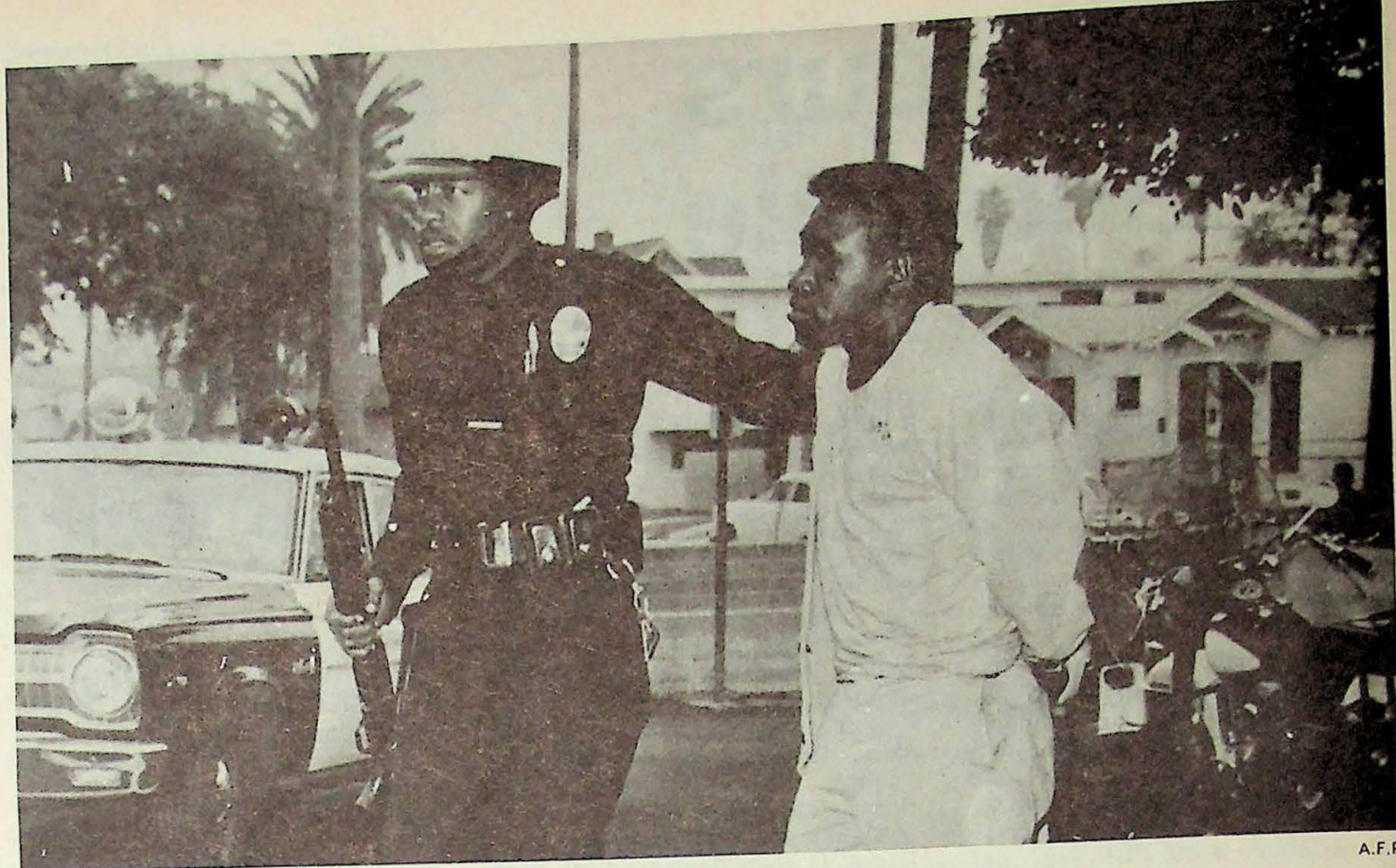
Malvina Reynolds
(d'après Little Boxes)

Journée enseignement technique

Un stage « Culture et enseignement » s'est déroulé à Paris les 19, 20 et 21 juillet 1969. Plus de soixante-dix participants, venus de toutes régions, ont pu confronter leurs points de vue et leur expérience. Pour la première fois, une réflexion plus sérieuse a été entamée dans le parti sur les problèmes que pose l'action culturelle.

Un compte rendu des travaux est en cours de rédaction. On peut le commander dès maintenant auprès de la commission Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

Une journée de travail sur l'Enseignement technique doit se dérouler près de Paris le dimanche 28 septembre. Les militants intéressés peuvent s'inscrire auprès de Bernard MORAND, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.



U.S.A.

Répression 1969

Jean-Louis Auduc

Dans le petit matin du début juin, un car de police se place en position tout près de l'intersection entre Madison Street et Western Avenue dans le quartier Ouest de Chicago. Une rue plus loin, une voiture du F.B.I. bloque elle aussi l'intersection suivante.

Pour les gens qui se lèvent alors, tout cela peut sembler étrange : mais pour celui qui a pu surprendre la radio de la police de Chicago dans le quart d'heure précédent il n'y a pas de mystère : l'officier a en effet déclaré : « Le F.B.I. nous a informé qu'il allait attaquer le quartier général du Black Panther Party dans Madison Street. Je demande à toutes les voitures de police municipale d'être en dehors de cette zone ».

Deux fois embrasé par des émeutes, l'Ouest de Chicago est le cœur du plus pauvre des deux quartiers noirs.

Des voitures du F.B.I. qui arrivèrent, surgirent alors des agents avec gilets pare-balles et mitraillettes en bandoulière, un insigne du département de justice sur l'épaule. Ils prirent position, les uns sur les toits, les autres dans la rue

derrière leurs voitures, comme au plus beau temps d'Elliot Ness.

Un scénario bien huilé

Après avoir tiré pendant une trentaine de minutes, le commandant pour faire sortir les occupants ordonna de briser à coups de hache la porte ; les agents s'engouffrèrent, saisirent les huit occupants, une ronéo, de l'argent, de la nourriture utilisée dans les déjeuners offerts par le parti aux enfants pauvres du quartier et une grande partie des livres ; l'objet annoncé de la recherche, un certain Georges Sams, ne fut pas trouvé à l'intérieur. Plus tard les huit personnes arrêtées furent relâchées.

Cette vision qui semble dater, n'est en effet pas rare aux U.S.A. aujourd'hui : de tels scénarios et toujours contre les bureaux du parti des « Panthères Noires » eurent lieu peu après à Denver, Washington et Salt Lake City ; le bureau de Chicago étant lui une nouvelle fois attaqué, et cette fois par la police municipale le 31 juillet avec à peu près le même scénario, ressemblait deux heures après à un immeuble pris sous l'effet d'un cyclone.

Le prétexte choisi pour de tels raids, qui depuis Pâques sont routiniers, est la recherche de G. Sams et de ses complices, en rapport avec le meurtre d'un membre du B.P.D. sur la côte Est des U.S.A. au Connecticut dont on rend responsable toute la direction du parti. En fait, le véritable but est autre : on veut profiter de ce problème pour détruire physiquement l'organisation anti-capitaliste et anti-impérialiste noire ; le parti des Panthères Noires, comme l'a déclaré son président Bobby Seale après le raid de juin.

Même si le département de Justice clame à tout propos qu'il n'existe pas de plan concerté, les attaques au petit jour, les arrestations arbitraires se multiplient, les dirigeants du B.P.P. sont continuellement en but à la répression policière.

Deux des plus importants dirigeants Huey P. Newton et Eldrige Cleaver sont respectivement l'un en prison sous de fausses charges pour plus de 15 ans, l'autre en exil pour échapper à la répression.

Le président Bobby Seale, le 20 août, toujours sous le prétexte du crime du Connecticut a été littéralement kidnappé en pleine rue par la police et est encore aujourd'hui gardé en prison.

L'arbitraire au grand jour

Depuis le début de l'année aux Etats-Unis, on assiste à une chasse à l'homme de type fasciste vis-à-vis des militants anti-impérialistes noirs et particulièrement ceux du B.P.P. (militant abattu dans les rues, condamnation à de lourdes charges pour des motifs insignifiants — Martin Sostre à Buffalo, Ahmed Evans à Cleveland). Tous sont condamnés pour de soi-disant motifs de droit commun, mais sont en fait des prisonniers politiques.

Quelques exemples :

— Au mois d'avril 21 membres du B.P.P. ont été arrêtés sous l'inculpation de conspiration visant à détruire plusieurs bâtiments fédéraux et sont gardés depuis sans preuve en prison.

— 5 semaines après, sous l'inculpation de meurtre 8 « Panthères » furent arrêtées à Newhaven (Connecticut) et c'est sous le prétexte de rechercher leurs complices que furent entrepris les raids dont nous avons parlé plus haut.

— 4 juin : Chicago.

— 6 juin : Washington, intervention de la police dans l'appartement d'une militante, qui sera inculpée pour avoir soi-disant possédé un fusil volé ; de même dans d'autres villes où après ces raids des militants furent arrêtés et ne furent relâchés que sous d'énormes cautions (200.000 dollars).

— A Indianapolis et peu après à Sacramento, c'est au milieu de réunion publique que la police — agissant là aussi à la manière de bandes fascistes — est intervenue, dispersant le meeting et arrêtant plus de 30 personnes, n'appartenant pas toutes d'ailleurs aux Panthères.

Pourquoi les Panthères Noires font-elles si peur au gouvernement Nixon qu'il en soit réduit à employer sa police fédérale et municipale comme la S.A. hitlérienne ?

C'est que le Black Panther Party — pourquoi panthère, parce que c'est un animal qui n'attaque jamais le premier, mais qui se défend jusqu'à la mort s'il est attaqué — s'est d'une part renforcé considérablement parmi la classe ouvrière noire depuis sa formation en 1966, qu'il s'est acquis une immense popularité dans la jeunesse noire (chômeurs, ouvriers et étudiants) avec Newton et surtout Cleaver et dans toutes les couches de la population, grâce par exemple à son programme de déjeuners pour les enfants pauvres des grandes villes.

D'autre part, on a vu se développer une sympathie accrue de la part d'une partie de la communauté blanche (intellectuelle surtout) en face des agissements criminels des policiers (qu'on appelle dans la gauche américaine 'Pig : cochon) contre le mouvement.

Dans cette situation, comme l'a déclaré Gerald Lefcourt respon-



A.F.P.

sable de N.Y. : « La chose la plus importante pour le B.P.P. maintenant c'est de survivre. Le gouvernement a choisi de nous détruire ; avec tous ceux qui nous supportent, il faut s'organiser contre les méthodes fascistes choisies par le gouvernement contre le mouvement noir. »

Si pour les tenants de « la loi et de l'ordre » les Panthères sont une organisation terroriste, ils peuvent à présent compter sur le soutien de tous les groupes radicaux blancs et même de certaines unions de travailleurs, notamment à Detroit et au P.C. américain.

Une riposte de masse

Face à cela les Panthères ont contre-attaqué et organisé la riposte :

— par le développement des pratiques d'autodéfense afin d'être en mesure de résister physiquement aux commandos de police fascistes,

— par la formation d'une union des avocats pour défendre les Panthères et tous les prisonniers politiques noirs aux U.S.A. (près de 400) dont la direction a été confiée à deux attorneys blancs : W. Kunstler et Charles Garry de San Francisco,

— et surtout en réunissant les 18, 19 et 20 juillet un congrès de formation d'un Front Uni Anti-Fasciste (U.F.A.F.) où près de 3.000 délégués pour la plupart blancs (étudiants du S.D.S., jeunes contre la guerre et le fascisme, responsables syndicaux, avocats, religieux progressistes) ont apporté leur soutien aux Noirs en lutte contre la répression fasciste aux U.S.A.

L'objectif de la réunion était d'amener tous ensemble : radicaux, gauchistes, libéraux et inq-

ganisés blancs et noirs à former une nouvelle coalition contre l'oppression politique.

Le 20 juillet 1969 alors que toute l'Europe regardait les premiers pas d'Armstrong sur la Lune (appelé pendant la conférence astro-pigs), 33.000 délégués blancs et noirs à Oakland (Californie) formèrent les comités pour combattre le fascisme et adoptèrent un programme demandant notamment le contrôle communautaire de la police, afin de mettre un terme à la transformation de celle-ci en compagnies de S.S. dans les « ghettos » noirs.

Et dès le départ les comités se sont trouvés en plein travail pour organiser la défense et obtenir la libération de Bobby Seale et de tous les prisonniers politiques aux U.S.A. et en cela ils ont besoin de notre soutien militant... □



Agip

Répression en Tunisie

A l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt inique rendu par la Cour de Sécurité de Tunis, le 16 septembre 1968, le Comité International pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme en Tunisie rappelle qu'après plusieurs mois de répression et de chasse aux sorcières, après une instruction totalement irrégulière et un procès truqué plus de cent démocrates tunisiens s'étaient trouvés alors condamnés à des peines allant jusqu'à 16 ans et demi de prison, sans qu'on pût invoquer contre aucun d'entre eux autre chose qu'un délit d'opinion.

Aujourd'hui, plus de trente se trouvent encore détenus pour la plupart au bagne de Bordj Er Roumi. Ils le sont dans des conditions inadmissibles et inhumaines. Certes, depuis le printemps dernier, sous la pression de l'opinion internationale alertée, l'administration pénitentiaire tunisienne a dû renoncer à les maintenir au secret absolu. Mais, encore aujourd'hui, ils sont beaucoup plus durement traités que les prisonniers de droit commun ; encore moins est-il question qu'ils soient traités comme des prisonniers politiques.

Isolés par petits groupes de 2 à 9 dans des cellules exigües et extrêmement malsaines, ils n'ont droit qu'à une lettre et à une visite de leur famille par mois. Les conditions matérielles de détention sont telles que leur santé s'est gravement détériorée. Ainsi, un jeune détenu (Daoud), ayant purgé sa peine, vient d'être reconnu tuberculeux quelques jours après sa sortie de prison ; déjà il y a quelques mois, le jeune Zbiss avait dû, lors de sa libération, être interné dans un hôpital psychiatrique.

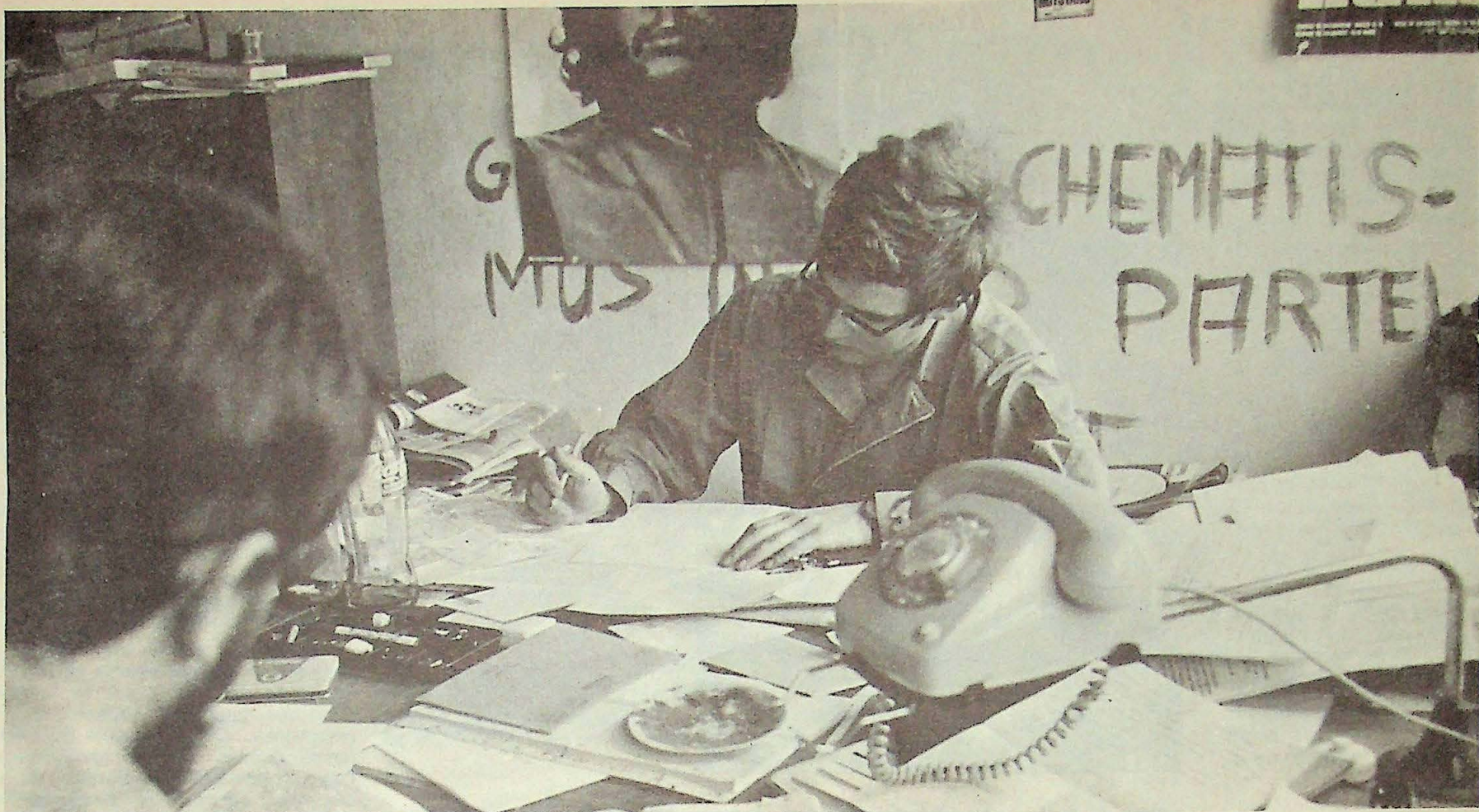
Quelques rares et dérisoires remises de peine ont été accordées, et uniquement obtenues en échange de lettres de reniement humiliantes, que la plupart des détenus se refusent à signer. D'énormes pressions s'exercent quotidiennement sur eux dans ce sens : il s'agit d'avilir et de briser au moral des êtres qu'on a déjà brisés physiquement.

Le cas limite est celui de Mohamed Ben Jennet : cet étudiant infirme est sous le coup d'une peine de 20 ans de travaux forcés plus 4 ans de prison ; séparé de ses camarades, il est, depuis novembre 1968, avec les condamnés de droit commun ; il ne cesse de subir humiliations et brimades soit de la part de ces codétenus, encouragés par l'administration pénitentiaire, soit de la part des gardiens eux-mêmes. Le but est de créer une situation intolérable qui l'amène à la capitulation.

Une fois de plus, le comité appelle l'opinion internationale à exiger la liberté et l'amnistie pour tous ces détenus, et à tout faire pour que cesse une situation honteuse et dégradante pour la Tunisie.

le 16 septembre 1969.

Communiqué par le secrétariat du Comité International pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme en Tunisie.



A.F.P.

Allemagne-Ouest

Élections sur fond de grèves

Louis Henry

La campagne électorale ouest-allemande précédant le vote du 28 septembre a débuté par un étalage de moyens techniques considérables : stands d'informations, voitures publicitaires, cars de discussion, affichage et annonces de presse onéreux, agences spécialisées selon la coutume américaine. Cette pléthore de matière n'a pas empêché les basses attaques contre les personnes tandis qu'une argumentation souvent creuse et malsonnante a parachevé l'exhibition. Treize formations ont été autorisées par la commission fédérale, mais, en fait, 5 partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, méritent d'être cités : l'Action Démocratique pour le Progrès (A.D.F.) — regroupant les tendances communistes D.K.P., le S.D.S.-Spartakus (autoritaire) et l'Union pour la Paix — les sociaux-démocrates (S.P.D.), les libéraux (F.D.P.), les chrétiens-démocrates (C.D.U.-C.S.U.) et le N.P.D. Après hésitations et controverses on a décidé de laisser ce dernier parti affronter « démocratiquement » l'opinion populaire plutôt que de l'interdire prématurément.

Sans avoir été littéralement politisée, cette campagne est toutefois la plus politique depuis la fondation de la R.F.A. La cause ? Les options opposées sur des questions vitales touchant de près l'économie ou les intérêts sociaux et nationaux du pays (réévaluation du mark, cogestion, droits syndicaux, problème panallemand). A noter que ce lent éveil pourrait bien être une projection de l'action de la pensée extra-parlementaire et d'une fraction gauchisante de la jeunesse (20 %) dans les consciences de l'establishment.

Des pronostics difficiles

Il est à peu près impossible de dire lequel des deux grands partis, C.D.U.-C.S.U. et S.P.D., l'emportera. Le pourcentage des indécis est trop important (près de 20 %). Parmi les électrices, 46 % ne veulent pas entendre parler de politique et 43 % des jeunes gens de moins de 24 ans sont également entièrement désintéressés. Avec les réserves d'usage, des sondages ont reconnu 46 % aux chrétiens-démocrates contre 37 % aux sociaux-démocrates et un peu plus de 10 % aux libéraux. Mais les agences comme Allensbach ont des personnalités C.D.U. dans la direction.

Ce qui est certain, c'est que lors de la prochaine législature, et selon la parole même du chancelier Kiesinger, la Grande Coalition, si elle survit aux attaques et à l'éloignement des deux partenaires sur de nombreux points, ne sera pas cimentée à chaux et à sable. Une entente C.D.U.-F.D.P. autour d'un programme gouvernemental est à peu près impensable à cause du divorce sur des sujets à ne pas plaisanter, au centre desquels la reconnaissance « de facto » de Pankow par les amis réalistes de Walter Scheel.

Une petite coalition S.P.D.-F.D.P. paraîtrait plus plausible en cas d'échec C.D.U.-C.S.U., mais elle ne pourrait s'appuyer que sur une majorité éventuelle de quelques voix.

Encore faudrait-il qu'elle ait été précédée d'accords inter-partis au sujet de la cogestion dans les entreprises, bête noire des libéraux, mais avec laquelle la social-démocratie est obligée de compter à l'heure où les métallurgistes de la Ruhr et les mineurs de la Sarre obligent leurs cadres syn-

dicaux à une action pas toujours souhaitée. La question du dialogue avec Pankow, par contre, pourrait déboucher sur un « modus vivendi » encore que les leaders sociaux-démocrates, dont Willy Brandt, admettent tout au plus des conversations avec Berlin-Est dans un esprit de simplification des communications entre les deux parties de l'Allemagne. Les libéraux, de plus, sont fermes sur l'abandon de la doctrine Hallstein qui prévoit la cessation systématique des relations diplomatiques par Bonn avec tout Etat reconnaissant le régime de Pankow.

Resterait la solution pour les deux grands partenaires de gouverner seuls. Si la C.D.U. s'y avisait, nous assisterions sans aucun doute à des heurts violents entre, d'une part, un pouvoir qui devrait recourir à la force et, d'autre part, une opposition rendue plus cohérente par le jeu de la pression et au sein de laquelle la social-démocratie, pour les besoins de la cause, abattra un peu vaillamment ses atouts réformistes.

Devant dix mille militants à Essen, fin août, les orateurs S.P.D. ont déclaré qu'ils étaient prêts pour une aventure solitaire. Une telle détermination ne pouvait que s'accompagner d'une préparation d'artillerie contre le chancelier et son ministre, des Finances Strauss. C'est dans cette optique que furent mis en vedette les ministres et leaders S.P.D. : Karl Schiller (Economie), Helmut Schmidt (président de la fraction parlementaire), Wischniewski et Brandt qui, à n'en pas douter, visait la chancellerie. Délivrés du fardeau C.D.U. « nous pourrions mener enfin une politique social-démocrate non falsifiée », d'ailleurs « nous possédons les hommes les plus qualifiés ...

Mais depuis la vague de grèves sauvages les conjonctions semblent avoir changé et les bulletins du 28 septembre, comme portés par vents d'automne, pourraient bien aller échouer sur la droite. Est-ce dire qu'ils s'en iraient jusqu'à l'extrême, jusqu'au N.P.D. ? Ce n'est pas certain. Les amis de Kiesinger ont prévu la trajectoire du plané. « Tout fermente et tout s'agite », a répété des milliers de fois le chancelier, « l'U.R.S.S. et la Chine peuvent très bien se réconcilier sur notre dos »... « la sécurité est encore plus sûre » (que l'aventure à la Brandt ou à la branque...). Donc, après ce tour de vis à droite, même plus la peine de voter N.P.D. C.Q.F.D. !

Pommes de discorde

Pour les chrétiens-démocrates, la République démocratique d'en face, c'est une « Gebilde », une vue fantomatique de l'esprit ; même pas un état de fait. Le droit de représentation exclusif de l'Etat allemand revient à la République Fédérale seule parce qu'autodéterminée. Pour avoir tenté de renouer le dialogue avec les sujets de Walter Ulbricht, le ministre social-démocrate Helmut Schmidt présent à Moscou le 21 août, où il avait eu des entretiens avec Gromyko, se vit désigné surnoisement à la vindicte publique : cette date était anniversaire de l'entrée des troupes de Varsovie en Tchécoslovaquie. Et Strauss de rugir dans le « Courrier de Bavière », omettant soigneusement de rappeler à ses lecteurs que lui-même en 1968 et Kiesinger dès 1967, avaient pris la température du Kremlin.

C'est sur Karl Schiller — généralement très apprécié — que se sont concentrées les attaques C.D.U. Kiesinger tenait à montrer à l'opinion quelle importance il attache aux questions monétaires : « Le mark, meilleure monnaie du monde, ne sera pas réévalué. » Des annonces dans toute la presse ont mis l'électeur en garde contre les intentions démagogiques du ministre de l'Economie, non hostile à une réévaluation. Sur quoi, Wisch-

newski s'étonna publiquement d'une conversation entre Biedenkopf (expert C.D.U.) et Deringer, parlementaire, conversation de laquelle il pouvait être aisément déduit que les chrétiens-démocrates tiennent bel et bien sous le coude pour le ressortir deux semaines environ après le vote, un beau projet de réévaluation...

Italie

L'exemple de la Fiat

Pierre Gautier

La seconde inconue

Les propos ambigus de Kiesinger sur le N.P.D. peuvent faire réfléchir. Après avoir assuré que ce parti n'était pas néo-nazi, il revint à mi-chemin de ses affirmations pour clamer bien haut que c'était un parti dangereux avant que de le décrire, finalement comme « un ramassis de nationalistes et de poujadistes » et de reconnaître qu'il recélait des anciens nazis. Kai Uwe von Hassel, président du Bundestag, n'y veut même voir, lui, qu'un parti d'« honnêtes citoyens, avides de morale et d'ordre publics »... « De l'avant par le droit et l'ordre ! », telle est en effet la devise d'Adolf von Thadden. Jusqu'où ira-t-il ? Ses réunions électorales déplacent jusqu'à présent plus de contre-manifestants et de policiers que de partisans. Sur 1.300 réunions organisées par le N.P.D., 4 % seulement ont dépassé les 300 personnes. A Cologne-Mülheim, le 6 septembre : 1.500 manifestants sous les banderoles « Un Adolf, c'est déjà trop ! », 600 policiers, des curieux et quelques centaines d'auditeurs. Le service d'ordre N.P.D. s'est vu interdire armes et uniformes par les ministères de l'Intérieur de la plupart des Länder. A Kassel, cependant, 2 blessés graves par balles... Quel score électoral peut bien réaliser le N.P.D. fort d'environ 30.000 membres ? On lui prête environ 4 %, ce qui lui interdirait l'accès du Parlement. Mais il compte en obtenir le double. Et là, on touche à la seconde inconue du 28 septembre ! Une rentrée étoffée du N.P.D. au Bundestag signifierait une catastrophe pour l'Allemagne.

A signaler les débuts électoraux de l'Alliance Démocratique pour le Progrès (A.D.F.) à texture communiste (D.K.P.). Ses moyens réduits et l'audition dont elle dispose en R.F.A., pays essentiellement nanti, lui permettront-ils d'atteindre les 5 % requis pour accéder au Bundestag ? Kurt Bachmann, 60 ans, déporté et résistant, l'espère, mais c'est douteux. Programme : renouvellement démocratique de la vie sociale et politique allemande, lutte contre le néo-nazisme, dissolution des blocs, désarmement et reconnaissance « de jure » de la République démocratique, cogestion et contrôle ouvrier. Les affiches A.D.F., comme celles des autres partis, sont fréquemment truffées de papillons « Boycottez le vote du 28 ». Leur signataire : le K.P.D., l'ancien parti communiste interdit... Coïncidence ?

Depuis plusieurs mois on s'est habitué à lire à peu près régulièrement des articles de la grande presse relatant les vagues de grèves successives qui secouent l'Italie. Pour cette situation l'appellation de « mai rampant » est devenue courante sous toutes les plumes. Aussi justifiée soit-elle par l'extraordinaire fermentation du monde ouvrier, elle ne permet cependant pas de montrer précisément les caractéristiques des luttes ouvrières et l'évolution du rapport des forces avec la bourgeoisie. C'est pourquoi il n'est pas inutile d'examiner un peu plus en détail ce qui se passe en ce moment dans des secteurs névralgiques comme la Fiat. Entre 1955 et 1962 la Fiat fut une usine modèle du point de vue capitaliste, c'est-à-dire dominée par un syndicat jaune, la S.I.D.A., entièrement aux ordres du patronat. Les travailleurs, relativement bien payés par rapport à la moyenne nationale, s'abstenaient de faire grève ou de montrer un quelconque esprit de rébellion. Le paternalisme de la famille Agnelli apparaissait triomphant.

Depuis 1962 et surtout depuis mars 1968 cet état de choses a changé et la Fiat est redevenue un point chaud du front social. Les affrontements avec le patronat se sont d'abord produits à propos des horaires de travail (durée, organisation du temps de travail), les ouvriers commençant à comprendre que le « déterminisme technologique » qu'on opposait à leurs revendications n'était en fait que l'expression de l'usage capitaliste des machines (intensification du rythme de travail, etc.). Ils se sont étendus dans la lutte contre l'arbitraire patronal (licenciements) à partir d'avril-mai 1969, suscitant une intense vie démocratique à la base (assemblées de départements, élections de délégués par équipe, transformation de la vie interne des sections syndicales).

Dans toute cette fermentation les conflits à l'intérieur du camp ouvrier ne manquèrent pas. La commission interne (sorte de conseil d'entreprise), les responsables syndicaux furent souvent critiqués et dépassés par les événements, mais ces conflits furent plus cause de nouvelles avancées que de nouveaux reculs. Les sections syndi-

cales souvent tentées par la recherche graduelle de nouveaux pouvoirs de négociation furent entraînées dans une lutte beaucoup plus radicale pour les revendications qualitatives, et après avoir imposé l'élection de délégués par chaînes de montage au patronat durent accepter le contrôle des délégués d'équipes non institutionnalisés sur les élus des chaînes de montage (juin 1969).

Le fait remarquable est que cette activité revendicative renouvelée

du système capitaliste. La direction de la Fiat qui s'essaya d'abord au lock-out dut rapidement battre en retraite.

A l'heure actuelle la lutte se développe sur un front beaucoup plus large. Dans toute la métallurgie, le patronat essaye d'imposer une subordination absolue des accords d'entreprise aux accords de branches (toujours plus défavorables). Ce qui est en jeu, c'est plus que des augmentations de salaire, le problème du rôle des syn-



D. G.

a largement débordé le cadre de l'usine pour investir les conditions de vie (logement, transports) infligées au prolétariat turinois. Par quartiers les travailleurs et leurs familles se sont organisés contre la spéculation foncière, la hausse des loyers dans les taudis, mettant en lumière l'incroyable situation de la ville du « miracle économique italien » — entassement, existence de plusieurs milliers de sans-logis passant les nuits dans les salles d'attente des gares. Tout le mode de vie, toute la politique économique et sociale des grands trusts s'est trouvée de cette façon efficacement dénoncée par des actions de masse.

Maintenant les choses ne sont plus comme avant. La grève à la Fiat Mirafiori au début septembre l'a amplement démontré. Au renchérissement de la vie a répondu spontanément une grève dans un département (800 ouvriers) qui a fait la démonstration que les travailleurs ne voulaient pas accepter les exigences propres à l'équilibre

dicats. S'ils cèdent, ils devront chercher eux-mêmes à discipliner les travailleurs, et renoncer à se renouveler sous la pression ouvrière. Pour le moment, ils n'en prennent pas la voie.

Courrier des Entreprises

Le courrier des Entreprises est paru.

Avec au sommaire, notamment le compte rendu du stage national entreprise de juillet.

Il sera distribué aux abonnés seulement.

Les militants du P.S.U., et tout particulièrement les sections et groupes d'entreprise, doivent s'abonner eux-mêmes pour le recevoir.

6 F pour 6 numéros à adresser à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi.

Prix du numéro : 1 F.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Abêtissement délibéré

Quels sont les sentiments qui assaillent la nouvelle recrue ? Quittant son travail, sa famille, sa fiancée peut-être, il lui semble qu'il débarque dans un autre monde, aux mœurs inattendues.

Il devra d'abord apprendre à marcher (1), à saluer, à sortir d'un bureau. Le simple geste de faire demi-tour lui posera de délicats problèmes d'apprentissage. Il sera amusé du rituel qui accompagne l'appel du soir dans la chambrée, ce sketch aux répliques immuables :

- « Garde à vous !
- « Repos, rendez l'appel !
- « Soldat Lamboka, présent debout, lisant l'appel.
- « Soldat Machin, présent debout, rendant l'appel.
- « Soldat Untel, présent couché, etc. »

Il sera indigné que l'on touche à sa chevelure, frustré de ne pouvoir sortir, étonné de certaines bizarreries de l'uniforme : s'il a été doté d'un pull-over au décolleté en pointe, il lui faudra le porter à l'envers, pour demeurer identique à ses camarades munis de pulls « ras du cou ». Il apprendra à faire son lit de sorte qu'aucune ride n'en vienne altérer la surface (et à le refaire pour y dormir, sinon il serait trop serré). Bref, le jeune appelé se sent étranger.

Il avait des préoccupations importantes : s'insérer dans la vie professionnelle, créer un foyer ; il a l'impression de gaspiller son temps en futilités. Et pendant qu'il fulmine contre ce folklore qui inspire les diseurs d'histoires, mais qui ne l'amuse plus, il s'interroge.

Faire tourner la machine

Le temps passé aux activités strictement militaires : manie-ment du fusil, entraînement commando, etc., est, somme toute, assez réduit. Il ne semble pas que ce soit l'essentiel. Il

faut, bien sûr, « faire tourner la machine », c'est-à-dire s'occuper des déplacements, de l'hébergement, de l'habillement, etc., de la troupe et de l'encadrement. Mais est-il légitime d'occuper la jeunesse d'un pays pendant plus d'un an pour permettre à une organisation de vivre en circuit fermé ? Pour l'opinion publique, le service militaire a une fonction propre, qui est d'assurer la transition vers l'âge adulte (remarquons au passage que nos jeunes gens sont invités, en cas de conflits, à verser l'impôt du sang avant même qu'on les admette à voter !).

Les femmes, surtout, apprécient le service militaire : « Ça leur fait du bien, ça les dresse... » Secrète satisfaction de voir les hommes contraints à la soumission ou occupés aux humbles tâches domestiques ? La gent adjudante s'assure la complicité des mères par la corvée de patates et la chasse à la poussière. Les jeunes filles sont sensibles au « prestige de l'uniforme », elles applaudissent aux défilés militaires. Elles sont rassurées par le label « bon pour le service » qui leur garantit l'intégrité corporelle du fiancé.

« En faire des hommes », telle est bien l'ambition de toute une catégorie d'officiers et d'adjudants — ceux qui y croient. Imbibés de Verdun et de Napoléon, de drapeau et de gloire, ceux-là aiment que ça claque et que ça brille, ils défilent et ils commémorent.

Des mythes surannés

Ils ont une vision du monde simple — voire simpliste. Ils le divisent en bons et en méchants et, bien sûr, ils mettent leur glaive au service des bons. D'ailleurs, ils sont croyants et vont à la messe et aiment le faire savoir. Ces bons scouts sont dangereux, leurs récits de campagne sont à vous faire frémir ; pardonnez-leur car ils ne savent ce qu'ils font.

Heureusement, ils ne réussissent pas à faire adhérer

complètement la troupe à leurs mythes surannés. C'est qu'il existe un autre (et un seul autre) prototype de militaire : le rond de cuir, celui qui redoute l'effort et l'initiative, qui applique à la lettre le règlement pour éviter les ennuis. A son école, Bidasse apprendra à feindre de travailler, à dépenser au foyer les économies de ses parents ; il prendra l'habitude de fumer (au fait, nos technocrates estiment-ils que les impôts indirects sur les cigarettes, que verseront ces hommes, qu'on pousse à s'intoxiquer pendant leur passage à l'armée, compensent largement le coût social des tuberculoses et autres cancers que provoque l'abus du tabac ?). Et Bidasse adoptera à son tour un comportement passif et résigné : « Faut que ça se fasse, faut pas chercher à comprendre. » Il distillera son ennui en comptant les jours qui le séparent de la « quille »...

Quel gâchis ! Alors que des hommes d'horizons différents sont réunis, jeunes et disponibles ! Ce pourrait être pour eux l'occasion d'une vraie aventure, d'un épanouissement réellement au service du pays ! Com-

Marteau-pilon idéologique

Vaste entreprise de conditionnement, l'armée sert aussi de volant de chômage, de débouché pour le matériel militaire (quelle est la puissance politique d'un Marcel Dassault ?). Elle ne peut être utilisée que pour la répression (baptisée maintien de l'ordre) des mouvements de libération nationale (Indochine, Algérie) ou des mouvements révolutionnaires métropolitains (force de dissuasion en réserve ou pour briser des grèves).

Marteau-pilon idéologique et rempart de la bourgeoisie, l'armée ne peut avoir d'autre structure que pyramidale, l'autorité descendant des échelons supérieurs sans trouver de contrepoids. C'est ce qui explique la rigidité des règlements, l'esprit rond de cuir, le règne de l'arbitraire : il n'y a place pour aucune liberté individuelle, on peut vous fouiller, vous emprisonner, vous priver de journaux, vous empêcher de correspondre, à tout moment et sans délai. Il faut surveiller ses paroles, qui peuvent être interprétées comme « manque de respect envers un supérieur ».



A.F.P.

ment cela se fait-il ? Il y a pourtant des gens intelligents à l'armée...

A qui ce « service militaire » profite-t-il ? L'armée fabrique des troupes dociles, moulés pour l'industrie. La classe qui nous gouverne traite les hommes comme des moyens (chair à canon ou moyen de production). Ainsi compris, tout s'explique. L'abêtissement est délibéré, ses effets complètent ceux de la ségrégation sociale dans les lycées et l'Université. Le rituel militaire prend un sens : il maintient dans un sentiment d'insécurité et de dépendance ; le salut à toute barrette est un signe de soumission (les services psychologiques de l'armée participent-ils constamment à la mise au point de ces règlements ?).

« propos antimilitaristes », « insoumission », à la discrétion d'un officier.

Un sujet trop négligé

L'armée exerce sa toute-puissance dans tout le pays : on ne peut la contester par écrit sans risquer la prison. La susceptibilité chatouilleuse des censeurs a vite fait de dénicher la propagande antimilitariste. Comment s'expliquer autrement le silence des organisations politiques ? Poussant à la caricature le caractère aliénant de notre société, l'armée serait pourtant un lieu privilégié de prise de conscience politique.

Que nous sommes loin d'une vraie « défense nationale ».

Dans les circonstances dramatiques, qu'il s'agisse des armées révolutionnaires ou de la Résistance, notre peuple a toujours su trouver en lui les ressources nécessaires pour triompher de l'obstacle. A ce moment-là, le peuple entier participait au combat et savait pourquoi. On « faisait de la politique ». Les soldats du contingent sentent confusément que le service militaire n'est pas conçu pour eux, que les objectifs du régime ne sont pas les leurs. Ils opposent une résistance passive. La revendication des libertés politiques et syndicales à l'armée semble farfelue, utopique aux gens « de bon sens » ; ceci montre combien nous avons l'habitude d'être gouvernés par un régime fort, éloigné des aspirations profondes de notre peuple. Mais dans l'hypothèse d'un gouvernement populaire, elle prend tout son sens. Une armée dont les chefs seraient élus, où seraient conciliées la démocratie des débats, la discipline et la rapidité des décisions, la décentralisation et la cohésion, serait un meilleur outil de défense nationale que l'armée que nous connaissons (il suffit de se rappeler la débâcle de 1939 !). On pourrait

alors en faire un outil d'épanouissement : les activités éducatrices et culturelles, la solidarité avec les pays en voie de développement, la participation aux grands travaux du pays y seraient parfaitement à leur place.

L'armée est un sujet trop négligé par les partis et les syndicats. Il est pourtant nécessaire que chacun d'eux fasse des propositions détaillées et crédibles, car elle prend une place importante dans le pays et dans la vie de chacun de nous.

Et il reste aux révolutionnaires un problème de taille à régler : comment faire en sorte, en période d'insurrection, que l'armée bascule du côté du peuple ou, au moins, n'entrave pas son action ? □

Être juif

A propos de l'émission de Pierre Desgraupes et Igor Barrère

Henry Rosengart

Nous entrons dans l'an de grâce 1970. Déchiré par ses contradictions internes, le système capitaliste commence à craquer de partout. A peine un trou est-il colmaté que l'eau s'engouffre ailleurs. Le fascisme lui-même a cessé d'être le dernier bon remède ; il n'y a plus désormais de bon remède pour une classe dont la confiance en elle-même a été définitivement ébranlée par la démonstration vietnamienne. Stupéfaite, elle voit dégringoler du jour au lendemain des régimes qu'elle avait cru stables (comme en Lybie). Depuis mai 1968 enfin, elle s'aperçoit que l'Occident lui-même n'est pas à l'abri des surprises. Aussi, ne sachant plus où ils en sont, ne comprenant rien à ce qui leur arrive, les idéologues du système pérorant, affolés, sur la « crise de civilisation » qu'ils s'imaginent traverser ; de quelque côté que leur regard se tourne, ils ne voient en effet que des raisons de désespérer.

Il est cependant un point du globe où les forces réactionnaires non seulement résistent, mais osent adopter, pour la première fois, le langage classique des réprouvés : celui de la souffrance et du malheur. Et c'est vers ce point du globe que nos idéologues-journalistes, écrivains, professeurs se portent désormais comme vers une planche de salut : de « L'Aurore » au « Figaro », de « Combat » au « Monde », de « France-Soir » (directeur M. Lazareff) à l'émission télévisée « XX^e siècle »

(directeur : M. Lazareff), de l'extrême droite à ce qu'on appelle encore la « gauche », partout c'est le même espoir qui s'exprime avec plus ou moins de subtilité selon le niveau culturel du public auquel on s'adresse. Depuis toujours, la bourgeoisie s'ingénie à brouiller les cartes : aujourd'hui comme hier, elle essaie de masquer l'exploitation du prolétariat occidental et la surexploitation des peuples du tiers monde par de soi-disant « intérêts nationaux », par une prétendue « lutte contre le sous-développement », quand il ne s'agit pas de « l'effrayante complexité des problèmes en suspens »...

Aussi ne se prive-t-elle pas de tirer sur toutes les cordes : religion, patriotisme, humanisme, tous les arbres et arbustes lui sont bons pour camoufler la forêt de ses intérêts de classe. C'est pour cela qu'au Moyen-Orient, région stratégique et économique fondamentale, elle a utilisé sans hésiter l'arbre juif pour cacher la forêt impérialiste, allant jusqu'à persuader des millions de dupes que la création par l'O.N.U. de l'Etat d'Israël a été décidée par compassion pour les Juifs ! On aura tout vu : une décision politique répondant à des considérations humanitaires !... Le plus attristant, c'est que les non-marxistes ne sont pas seuls à être tombés dans un piège aussi grossier... Bref, le coup a admirablement réussi. Jusqu'ici, la bourgeoisie se contentait d'envoyer des innocents à la

boucherie. Aujourd'hui, elle opère un échantillonnage : ces innocents devront être fils de persécutés.

Les nouveaux amis des juifs

On sait qu'il existe au moins deux façons de rabaisser une femme : en faire la victime classique ou l'élever sur un piédestal. Experte également dans l'art de rabaisser l'homme, la bourgeoisie porte aujourd'hui aux nues ceux qu'hier elle traînait dans la boue. Dans les deux cas, elle parvient ainsi à faire du Juif un palliatif à ses contradictions internes.

C'est dire qu'un journal comme « L'Aurore » ne s'est pas trompé sur la vraie signification de l'émission de P. Desgraupes. « On arriva », écrit ce quotidien, « à tirer une espèce de conclusion sur ce problème toujours angoissant, parfois dramatique, que représente l'état de Juif », et de citer les déclarations de certaines personnes interviewées par l'équipe de « XX^e siècle » : « C'est important de venir renforcer Israël ! Ce pays où les rapports humains sont formidables ! » Un pays capitaliste où les rapports humains sont formidables !... Les grévistes de la T.V. israélienne apprécieront, eux qu'on menace d'incorporer dans l'armée s'ils continuent à ne pas se conduire comme de bons petits salariés... Passe encore que « L'Aurore » en vienne à souligner la qualité des rapports humains dans un pays non seulement capitaliste, mais milita-

riste au point que des enfants s'y déguisent en paras (cf. Kapeliouk, « Le monde diplomatique »). Mais il se trouve aujourd'hui des gens se réclamant du marxisme — voire du mouvement de mai — pour ne pas bondir au plafond à l'énoncé de cette ahurissante proposition ! Enfin cette dernière perle qui, lorsqu'on connaît la situation au Moyen-Orient, fait frissonner : « Je pense que tous les Juifs désirent mourir dans leur pays... »

Etre Palestinien

On ne sait ce qui révolte le plus dans cette émission consacrée à la question juive :

1) Cette question se pose — comme c'est curieux — aujourd'hui seulement, au moment précis où la résistance palestinienne est en pleine croissance — quelle étrange coïncidence !

2) Une fois de plus, on singularise les Juifs au point d'accorder une place incroyablement disproportionnée (jusqu'où ne va pas l'objectivité de l'information...) à une famille d'Alsacien qui ne représente qu'une infime fraction des Français d'origine juive ; M. Xavier Vallat, qui exultait déjà, doit se pâmer d'aise à voir confirmée de façon aussi éclatante sa célèbre thèse suivant laquelle ces derniers ne sont pas des Français comme les autres et que la France, comme disait Desgraupes, est leur « pays d'abri... ».

3) En présentant le cas d'une minuscule communauté juive indienne — qui ne pouvait illustrer en rien cette question juive qu'on prétendait traiter — quel but recherchait-on, sinon de colporter la thèse idéaliste suivant laquelle le peuple juif se survit depuis 2.000 ans grâce à sa religion et à son éthique particulières (alors que l'histoire juive, comme l'a justement rappelé Rodinson, « est une passoire ») et qu'il est nor-

mal par conséquent qu'il revienne à son pays d'origine (qu'il n'était d'ailleurs pas seul, même alors, à posséder, en dépit de tous les massacres prescrits par Yahvé) ?

4) Du coup, l'existence du peuple palestinien est magistralement passée sous silence.

A l'exception d'une brève remarque de C. Lanzmann, c'est tout juste si les téléspectateurs étaient prévenus de son existence, grâce à un rapprochement de séquences qui constitue peut-être le passage le plus scandaleux d'une émission que toute notre presse bourgeoise a couverte d'éloges : la révolte héroïque du ghetto de Varsovie est suivie immédiatement par un défilé de combattantes israéliennes, avec ce commentaire : « Les enfants des survivants de Varsovie ont appris à leur tour à vaincre. » A vaincre QUI ?

La place nous manque pour critiquer dans ses détails une des émissions les plus malhonnêtes que la TV ait produites et dont nous avons tenté de dégager les lignes essentielles. Une remarque encore à son propos : jamais en un temps aussi court on n'a vu autant de marxistes interviewés sur le petit écran ! Des « marxistes » qui, il est vrai, se déclaraient fidèles aux enseignements des prophètes...

Brève conclusion : à Einstein qui lui demanda ce qu'il « adviendrait des Arabes si la Palestine était donnée aux Juifs », Weizmann, futur premier président de l'Etat d'Israël, répondit : « Quels Arabes ? Ils comptent pour si peu... » (« They are hardly of any consequence ».) Ils comptaient pour très peu également durant l'émission intitulée « Etre Juif ». Mais peut-être les producteurs de « XX^e siècle » envisagent-ils de combler le vide par une autre émission qui s'intitulerait : « Etre Arabe en Palestine » ? □

A voir

Révision

Jean-Luc Pouillaud

D'emblée, il faut se rendre à l'évidence. Ce que nous avions longtemps admiré chez Bresson, à savoir la nature de cet art concerté de l'éclipse où l'affrontement des âmes et des corps se déroulait sur le mode d'une frénésie maîtrisée, apparaît dans *Une Femme douce* comme le résultat d'une systématisation arbitraire. Dès ses premiers films, Bresson mettait en œuvre des partis pris originaux : lenteur étirée du récit, jeu figé des acteurs (non professionnels), parole monocorde. C'est précisément cette neutralité qui renvoyait directement à l'intériorité des personnages et qui faisait croire

à la présence charnelle de combats autrement féroces et désagrégeants que ceux illustrés traditionnellement au cinéma par la psychologie bourgeoise.

Or, *Une Femme douce* se réduit à une simple psychologie du couple et, qui plus est, une psychologie humaniste. Même si le principe de la neutralité est conservé, il est détourné de sa fin. Les rapports d'Anna et de son mari constituent une suite d'affrontements psychologiques. Il y a d'un côté l'amour égoïste et jaloux du mari et de l'autre l'amour-haine de la femme. Mise en

parallèle factice et stérile dans son déroulement (du thème classique de l'incommunicabilité à celui de la jalousie obsessionnelle du mâle possédant) et dans son dénouement (le suicide qui ouvre et ferme le film).

Cet affrontement n'est jamais périlleux puisque dès l'origine le destin bressonien a ordonné cette fatalité. Il suffit d'en laisser les anneaux se dérouler. On quitte Bernanos pour Mauriac et l'héroïne d'*Une Femme douce* est plus proche de Thérèse Desqueyroux que de son modèle dostoïevskien (d'où, paraît-il, s'inspire le

film). Dès lors éclate l'arbitraire du parti pris de Bresson. La rigueur de la démarche antérieure est ici choisie par ce recours forcé à la systématisation qui produit un effet de déséquilibre par rapport à la perspective psychologique. L'étirement des scènes en longueur est certes concerté pour renforcer une impression de pesanteur permanente : pesanteur des êtres et du temps. Mais ce qui dans *Le Journal d'un curé de campagne* ou dans *Au hasard Balthazar* paraissait comme une audace fonctionnelle, assurant à travers une sensation d'étouffement un véritable rythme de la lenteur, devient ici un simple procédé plaqué de l'extérieur. De même le jeu monocorde des acteurs fait que leur refus du naturel devient lui-même affecté et non plus vécu.

Si bien qu'on est en droit de se demander si l'échec to-

tal de ce film ne va pas jusqu'à retentir sur l'œuvre tout entière. Si ce que nous prenions pour une technique n'est pas en réalité un procédé habile, si cette froideur glacée qui nous apparaissait être signe de rigueur n'est pas une raideur déguisée, et si enfin toute l'œuvre de Bresson n'est pas un monument d'idéologie. Œuvre profondément culturelle dans la mesure où elle fournit à la bourgeoisie des motifs esthétiques et métaphysiques de croire à ses propres valeurs, c'est-à-dire aux reflets complaisants de sa réalité de classe. L'œuvre de Bresson est un double alibi, cinématographique et métaphysico-religieux, pour la conscience bourgeoise toujours en quête d'une dramatisation psychologique (et non pas enracinée dans la pratique politique) de son existence. Œuvre illusoire donc, qui dresse ses idoles comme autant de fétiches morts. □

Etat neutre ou Etat de classe

Jean-Marie Vincent

Dans le mouvement ouvrier et socialiste français on a perdu depuis longtemps l'habitude de s'interroger sur l'Etat capitaliste. Implicitement l'Etat interventionniste d'aujourd'hui est considéré comme un ensemble d'instruments et de forces socialement neutres. L'Etat n'intervient-il pas en faveur des couches les plus défavorisées de la société, ne se préoccupe-t-il pas de l'équilibre économique global, ne développe-t-il pas d'importants services publics ? On admet, sans doute, dans la gauche traditionnelle que le tableau n'est pas totalement dépourvu d'ombres : l'action en faveur des classes défavorisées reste très limitée, l'équilibre économique global est recherché par le moyen de la défense du profit et les services publics ne se développent pas quantitativement et qualitativement en proportion de besoins sans cesse croissants. Mais on attribue ces « ombres » à la mauvaise gestion gouvernementale, au gaspillage des deniers publics imposé par une poignée de privilégiés, voire à la recherche du prestige militaire à l'échelle internationale. Dans ce contexte le seul problème posé est celui de changer la haute bureaucratie et les titulaires de ministères grâce à des changements de majorité parlementaire.

Une poignée de "monopoleurs"

Il n'y a pas d'autre soubassement théorique sérieux à la conception de la « démocratie avancée » développée par le P.C.F. et reprise avec délices par les jeunes technocrates du C.E.R.E.S. (voir le livre « Socialisme ou social-médiocratie »). Si l'Etat et la bureaucratie sont neutres, il suffit effectivement de s'en assurer le contrôle par des opérations de sommet appuyées par une pression de la base. Dans cette optique, les adversaires ne représentent qu'une poignée de monopoleurs qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire à la fois en les écartant du pouvoir et en nationalisant les quelques grandes entreprises d'où ils tirent leurs forces essentielles.

Le malheur est que la réalité ne répond pas à cette description quasi idyllique. L'Etat actuel n'est pas seulement un Etat de classe au service de la bourgeoisie parce

que siègent au gouvernement un certain nombre de banquiers ou d'hommes proches du grand capitalisme privé (fait indéniable depuis longtemps), mais aussi et surtout parce que ses structures, son mode de fonctionnement, son organisation interne sont intimement liés à la division de la société en classes antagonistes.

L'Etat, dit-on, défend l'intérêt général. Certes, mais il faut ajouter qu'il défend l'intérêt général de la société capitaliste, c'est-à-dire les orientations qui sont nécessaires à la reproduction, au maintien de cette société. Sa politique sociale (les activités dites de redistribution du revenu national), son rôle de régulateur partiel de la dynamique économique ne peuvent être considérés dans l'abstrait. Ils s'arrêtent aux limites que trace la recherche du profit comme moteur fondamental de l'accumulation capitaliste. Les services publics, la consommation collective représentent pour les capitalistes autant de prélèvements sur les profits, auxquels ils ne consentent que pour éviter des situations sociales chaudes avec l'arrière-pensée de grignoter les avantages consentis le plus tôt possible. Un gouvernement voudrait-il aller au-delà, sans tenir compte de la résistance des capitalistes, il serait vite confronté à un dilemme fondamental : ou bien il devra très vite plier le genou devant le sabotage capitaliste (grève de l'investissement, spéculation monétaire, etc.), ou bien il devra aller toujours plus loin dans la lutte contre le capitalisme, et rechercher l'appui des masses. Mais pour ce faire, un tel gouvernement devra mettre fin à la séparation entre les masses et la machine étatique, c'est-à-dire briser l'Etat capitaliste au sens où Marx l'entendait.

Au-delà de l'isoloir...

C'est qu'en effet l'Etat capitaliste a pour caractéristique non moins fondamentale d'être hors d'atteinte pour les travailleurs et les exploités, si ce n'est par l'acte formel accompli plus ou moins périodiquement dans les isoloirs. L'Etat n'est pas contrôlé par eux, bien au contraire, cette corporation privée de l'intérêt général (Marx), dominée par des spécialistes de l'administration des hommes les met en tutelle, tend

à leur ôter les moyens de s'exprimer, de se défendre (de la police aux moyens d'information). Le citoyen idéal pour la haute bureaucratie est celui qui a une mentalité d'assisté et se comporte comme un subordonné obéissant dans tous ses rapports avec l'Etat. Lorsque se présente un problème social auquel il faut répondre de toute urgence, la tendance de la haute administration n'est pas de créer les conditions nécessaires à la prise en charge de la question par les masses directement intéressées, mais de créer des services soumis directement à sa férule et destinés souvent à disputer âprement le peu qu'on consent aux ayants droit. M. Albin Chalandon exprime très bien cette philosophie bureaucratique-capitaliste lorsqu'il parle des gouffres de la santé et de l'éducation nationale.

Vers un nouveau type d'Etat

Par contre, l'Etat que nous subissons se révèle tout à fait apte à la concertation avec les grandes concentrations capitalistes. Le secteur d'Etat dans l'économie sert largement à faciliter aux capitalistes du secteur privé l'extraction de plus-value. Le système fiscal est utilisé pour inciter les entreprises à investir, pour faire du profit. Et quand les travailleurs montrent qu'ils ne sont pas dupes, les forces dites de l'ordre sont toujours prêtes à rendre service aux pauvres patrons en difficultés.

C'est pourquoi il faut comprendre que plus que jamais la lutte pour le socialisme est inséparable de la lutte contre l'Etat capitaliste, contre son parasitisme bureaucratique, contre sa fonction de dépolitisation des masses. Cet Etat se prétend un Etat-providence : opposons-lui et à tout ce paternalisme frauduleux la seule perspective réaliste d'un point de vue révolutionnaire, celle de l'hégémonie politique des travailleurs, celle d'un nouveau type d'Etat appelé, lui, à dépérir et non à proliférer parasitairement. Déjà à l'époque de la 1^{re} Internationale, la maxime fondamentale était « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Aujourd'hui, elle reste aussi vraie. Aucun Etat technocratique ne nous fera faire l'économie du combat. □